

la Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

N° 42. — Vendredi 27 Juin 1930

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

Qu'est-ce que le centrisme ?

Dans le *Cri du Peuple*, organe du bloc des monarchistes, avec la clique « municipale » du P.O.P., Chambelland publie une lettre ouverte aux dirigeants « centristes » de la Fédération de l'Enseignement. Je ne m'occuperai pas de cette lettre elle-même, car elle n'a d'autre caractéristique que d'être complètement dépourvue de toute idéologie révolutionnaire. Un seul point est intéressant : Chambelland désigne les communistes sous le nom de « centristes ». Son idée — car je pense qu'il y a là, tout de même quelque idée — consiste probablement en ceci : à l'une des extrémités du front politique actuel se trouvent les partisans de l'autonomie syndicale, c'est-à-dire les amis de Monatte, avec les « populistes » ; à l'autre extrémité les partisans de la soumission des syndicats au parti, c'est-à-dire la direction unitaire officielle. Et, entre les deux, prennent place les communistes oppositionnels qui luttent d'une façon trop molle pour l'« autonomie » et n'osent pas rompre avec le communisme.

Ceux-là sont les « centristes » parce que leur place est au centre. Or, comme l'opposition de gauche est issue d'une guerre au centrisme, Chambelland dénonce ainsi une contradiction interne qui semble lui donner une première victoire, avant même d'avoir combattu.

Pour un naturaliste, rien du monde de la nature ne peut être insignifiant. Pour un marxiste, rien ne semble insignifiant qui se rapporte au monde de la politique : ainsi la classification superficielle de Chambelland pourra cependant fournir l'occasion de préciser certaines notions révolutionnaires.

C'est ce que nous allons essayer de faire ici.

Trois tendances

C'est une erreur à la base même de penser que le « centrisme » est une désignation géométrique ou topographique comme dans un parlement. Pour un marxiste, les conceptions politiques sont déterminées, non par des caractéristiques formelles, mais par le contenu de classe au point de vue idéologie et méthodes. Les trois tendances du mouvement ouvrier présent : le réformisme, le communisme et le centrisme découlent inéluctablement de la situation objective du prolétariat sous le régime impérialiste de la bourgeoisie.

Le réformisme est le courant issu des couches supérieures et privilégiées du prolétariat et qui reflète leurs intérêts. L'aristocratie et la bureaucratie ouvrières constituent, dans certains pays surtout une couche fort importante et puissante, d'une mentalité petite-bourgeoise dans la plupart des cas, en vertu des conditions mêmes de son existence et par sa façon de penser mais qui doit s'adapter au prolétariat, sur le dos duquel elle s'est édifiée. Les éléments les plus élevés de cette couche parviennent, par le canal de l'appareil parlementaire de la bourgeoisie, au faite du pouvoir et du bien-être.

En la personne d'un Thomas, d'un Macdonald, d'un Hermann Muller, d'un Paul-Boncour, nous avons affaire à un grand bourgeois conservateur gardant encore partiellement une mentalité petite-bourgeoise, plus souvent une hy-

poésie petite-bourgeoise, maintenue par égard à la base prolétarienne. En d'autres termes, nous avons là, en un type social unique, le résultat de trois sédiments de classe différents. Le rapport entre eux est le suivant : le grand bourgeois commande au petit, et ce dernier abuse l'ouvrier. Quant à savoir si le grand bourgeois reste chez lui, dans sa banque ou dans son ministère, ne laissant pénétrer un Thomas jusqu'à lui que par la porte de service, ou si, au contraire, il a initié ce même Thomas à sa richesse et à ses idées, cette question, — bien que secondaire, — n'est pas du tout indifférente. Le stade impérialiste de l'évolution, qui aggrave sans cesse toutes les contradictions, force souvent la bourgeoisie à transformer le groupe dirigeant des réformistes en véritables actionnaires de ses trusts et de ses combinaisons gouvernementales. Cette circonstance caractérise un nouveau degré — bien plus avancé — de dépendance du réformisme à l'égard de la bourgeoisie impérialiste et donne un cachet plus marqué à sa psychologie et à sa politique, le rendant apte à prendre directement le gouvernement des affaires d'Etat de la bourgeoisie.

Ce que défendent les chiens de garde du capital

C'est de cette couche supérieure des « réformistes » dont on peut le moins dire qu'« ils n'ont rien à perdre que leurs chaînes ». Au contraire, pour tous ces premiers-ministres, ministres, maires, députés et dirigeants syndicaux, la révolution socialiste signifierait l'expropriation de leur situation privilégiée. Ces chiens de garde du capital ne veillent pas tout simplement sur la propriété en général, mais principalement sur leur propre propriété. Ce sont les ennemis acharnés d'une révolution libératrice du prolétariat.

Par opposition au réformisme, nous concevons, sous le nom de *politique révolutionnaire et prolétarienne* (marxiste communiste), un système de lutte idéologique et méthodique qui a pour but de renverser révolutionnairement l'Etat bourgeois au moyen de l'unification préalable du prolétariat, sous le signe de la dictature et de la réorganisation socialiste de la société.

Seule, la minorité la plus avancée, la plus consciente et la plus audacieuse de la classe ouvrière peut prendre sur elle l'initiative de cette tâche, cette minorité qui, se basant sur un programme clairement défini et scientifiquement établi, et forte de l'expérience des luttes ouvrières, concentre autour d'elle la majorité sans cesse grandissante du

prolétariat en vue d'une révolution socialiste. Aussi longtemps que dure le capitalisme, qui réduit les masses exploitées à une idéologie chétive, on ne peut s'attendre à ce que disparaisse la différence entre le parti — qui est le résultat d'une sélection idéologique — et la classe qui est constituée automatiquement par la marche de la production. Ce n'est qu'après la victoire du prolétariat, sous le signe d'un réveil économique et culturel réel des masses, c'est-à-dire dans le processus même de la liquidation des classes, que l'on verra le parti se dissoudre peu à peu dans la masse laborieuse jusqu'à son entière disparition avec celle de l'Etat. Parler de révolution prolétarienne en niant le rôle de l'avant-garde communiste ne peut être le fait que de phraseurs ou de mandarins de sectes stériles.

Courants centristes

Ainsi les deux courants fondamentaux de la classe ouvrière mondiale sont : d'un côté le social-impérialisme, et le communisme révolutionnaire de l'autre. Entre ces deux pôles, viennent prendre place quantité de courants et groupements de transition, qui changent sans cesse d'aspect et se trouvent constamment en état de mutation, de transformation et de déplacement : allant tantôt du réformisme vers le communisme, tantôt du communisme vers le réformisme. Ces courants centristes ne possèdent, et de par leur nature même ne peuvent posséder, une base sociale bien déterminée. Alors que le réformisme représente les intérêts des sommets privilégiés de la classe ouvrière, et que le communisme devient le porte-drapeau du prolétariat lui-même, le centrisme exprime le processus de transition au sein du prolétariat, les différents flottements au sein de ses différentes couches et les difficultés de la marche vers les positions révolutionnaires finales.

C'est précédemment pourquoi les organismes centristes de masse ne sont jamais stables, ni viables.

Il est vrai qu'il existe encore au sein de la classe ouvrière une couche de centristes constants qui ne veulent pas aller avec les réformistes jusqu'au bout, mais qui, organiquement, ne peuvent non plus devenir révolutionnaires. Un de ces types de centriste ouvrier honnête fut, en France, le vieux Bourderon. Exemple plus brillant et plus marquant, en Allemagne cette fois, est le vieux Ledebour. Quant aux masses, elles ne demeurent jamais très longtemps dans cet état de transition : temporairement ralliées aux centristes, elles vont ensuite rejoindre les communistes ou

reviennent aux réformistes, à moins qu'elles ne tombent momentanément dans l'indifférence.

Ainsi l'aile gauche du parti socialiste français se transforma en parti communiste, abandonnant en route ses dirigeants centristes. Ainsi disparut le parti des Indépendants en Allemagne, partageant ses adeptes entre le communisme et la social-démocratie.

Ainsi également disparut du monde l'Internationale « deux et demi ».

Le même phénomène peut être observé dans le domaine syndical : l'« indépendance » centriste des trade-unions anglaises d'Amsterdam se transforma, lors de la grève générale, en la plus « jaune » politique amsterdamienne de trahison.

Mais la disparition des organisations citées plus haut en tant qu'exemples, ne signifie aucunement que le centrisme a dit son dernier mot, comme le prétendent les bureaucrates communistes dont l'idéologie elle-même se rapproche fort du centrisme. Des organisations ou des courants de masse bien déterminés ont été réduits à rien dans l'époque où prit fin le stade immédiat d'après-guerre dans le mouvement ouvrier européen. L'aggravation de la crise mondiale actuelle et la nouvelle radicalisation incontestable des masses firent inmanquablement renaître de nouvelles tendances centristes au sein de la social-démocratie, des syndicats et des masses non organisées.

Il n'est même pas exclu que ces nouveaux courants centristes ramènent à la surface quelque ancien chef centriste, mais ce ne sera, de nouveau, pas pour longtemps. Les politiciens du centrisme, dans le mouvement ouvrier, ressembleront fort à une poule ayant couvé des œufs de cane et qui, ensuite, se lamentant, pleine de reproches, au bord de l'eau : comment ces enfants n'ont-ils pas honte de quitter leur poule « autonome » et de voguer sur les eaux du réformisme ou du communisme ! Si Chambelland voulait s'en donner la peine, il trouverait facilement, autour de lui, une quantité respectable de poules justement occupées à couvrir des œufs réformistes.

Autonomie : camouflage

Jadis, la bureaucratie ouvrière se camouflait toujours, et partout où elle le pouvait du principe d'« autonomie », « indépendance », etc., s'assurant ainsi son indépendance à l'égard des ouvriers : car comment l'ouvrier pourrait-il contrôler sa bureaucratie si cette dernière ne se réclame d'aucune devise de principe ? Comme on le sait, les unions professionnelles allemandes et anglaises se sont longtemps proclamées indépendantes de tout parti ; les trade-unions américaines s'en vantent encore à ce jour. Mais l'évolution du réformisme indiquée plus haut, et qui l'a définitivement lié à l'impérialisme, empêche désormais les réformistes de recourir avec autant de facilité qu'au paravant à l'étiquette d'« autonomie ». C'est probablement ce dont profitent les centristes qui s'y agrippent plus que jamais. Car leur nature ne consiste-t-elle pas précisément en ce qu'ils gardent jalousement l'« autonomie » de leurs hésitations et de leur ambiguïté

LIRE :

En 2^e page : La grève de Séville.

En 3^e page : En Indochine : l'extension du mouvement et le rôle des communistes.

En 4^e page : Le mois économique : crise ou pré-crise ?

En 5^e page : Réponse de la Fédération de l'Enseignement à la C.E. de la C. G. T. U.

En 6^e page : La crise dans le parti communiste italien.

En 8^e page : Le 16^e Congrès du parti communiste russe.

vis-à-vis du réformisme et du communisme (1).

C'est de cette façon que l'idée d'autonomie qui, dans l'histoire mondiale du mouvement syndical, devint surtout un attribut du réformisme, est actuellement un signe de centrisme.

Mais de quel centrisme ?

Nous avons déjà indiqué plus haut que le centrisme se déplaçait toujours : ou bien à gauche, vers le communisme ; ou bien à droite, vers le réformisme.

Si Chambelland voulait jeter un coup d'œil sur le passé historique de son groupe, ne serait-ce que depuis le commencement de la guerre impérialiste, il trouverait facilement confirmation de ce que j'avance. A l'heure actuelle, les syndicalistes « autonomes » se déplacent manifestement de gauche à droite, du communisme vers le réformisme. Ils ont même rejeté l'étiquette de communisme. C'est ce qui les a apparentés aux populistes qui suivent la même évolution, mais d'une façon plus désordonnée.

Du centrisme au réformisme

Un centrisme qui se déplace vers la gauche et qui détache les masses du réformisme, remplit en quelque sorte une fonction progressive, ce qui ne nous empêche aucunement, cela va sans dire, de dénoncer, même en ce cas, l'ambiguïté du centrisme pour que la poule progressiste soit au plus tôt abandonnée à son rivage. Quand, d'autre part, le centrisme cherche à détacher les ouvriers des objectifs communistes pour leur faciliter, sous le masque de l'autonomie, une évolution vers le réformisme, le centrisme accomplit non plus une tâche progressiste, mais réactionnaire. Tel est, à l'heure actuelle, le rôle joué par le Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme.

« Mais ce sont presque les propres paroles des staliniens ! » répétera Chambelland, car il l'a déjà écrit. Il serait vain de se demander ici qui, du groupe Chambelland ou de l'Opposition communiste Internationale de gauche, mène la lutte la plus sérieuse et la plus acharnée contre la politique mensongère des staliniens. Mais un fait est certain : c'est que la ligne de direction de notre lutte est diamétralement opposée à celle de la « lutte » des « autonomistes », car nous tirons dans la voie du marxisme, tandis que Chambelland et ses amis entraînent dans la voie réformiste. Certes, ils ne le font pas consciemment, ça, jamais ! Mais, en général, le centrisme n'a jamais eu de politique consciente. Est-ce qu'une poule consciente se mettrait à couver des œufs de cane ? Certainement non.

Comment, dans ce cas — me dirait-on alors, — peut-on taxer à la fois de centrisme, des antipodes comme Chambelland et Monmousseau ? Mais cela ne peut paraître paradoxal qu'à ceux qui ne comprennent pas la nature paradoxale du centrisme lui-même, qui ne demeure jamais identique et ne se reconnaît pas dans un miroir, même lorsqu'on lui fourre le nez dessus.

Les centristes du communisme officiel opèrent, depuis tantôt deux ans, un violent zigzag de droite à gauche, Monatte et ses amis, eux, vont de gauche à droite. Les dirigeants de l'Internationale Communiste et de l'Internationale syndicale rouge ont dû agir aveuglément pour rattraper la vague qu'ils ont déclenchée. Effrayés par leurs cabrioles aventuristes, les centristes du type Chambelland s'empressent de tomber le dos contre la vague nouvelle qui se forme déjà à l'horizon. Dans une telle période de transition, entre deux marées, le désespoir suscite avant tout un camp centriste, au sein duquel naissent les mouvements les plus disparates et dans les sens les plus différents. Il n'est pas moins vrai que Chambelland — ou, pour serrer la réalité de plus près, Monatte — et Monmousseau ne sont que les deux faces d'une même médaille.

Ici, j'estime nécessaire de rappeler de quelle façon les dirigeants actuels de la C.G.T.U. et du Parti Communiste en-

(1) Dans le mouvement syndicaliste français de 1906-1914, l'« indépendance » signifiait la rupture avec l'opportunisme parlementaire ; c'est pour cette raison que, par sa nature, le syndicalisme révolutionnaire français constituait un parti, mais qui ne s'est pas développé jusqu'au bout et qui, pour cette raison, déjà avant la guerre, déclina.

visageaient le problème syndical il y a à peine six ans, lorsqu'ils étaient déjà en fait à la tête du parti officiel et lorsqu'ils avaient déjà commencé — soit dit en passant, — leur lutte contre le « trotskysme ». Au mois de janvier 1924, après le triste meeting sanglant de la Maison des Syndicats, les dirigeants de la C.G.T.U., pressés de se désolidariser non seulement de toute responsabilité avec les actes du parti, mais même avec le parti lui-même, écrivaient dans la solennelle « Déclaration de la C.G.T.U. » :

Aussi soucieux de l'autonomie organique et administrative des partis et des sectes qu'ils le sont de l'autonomie confédérale, les organismes responsables de la C.G.T.U. n'avaient pas à discuter du meeting que, sous leur responsabilité, la Fédération de la Seine et les Jeunes du Parti communiste ont organisé...

Quel que soit le caractère des meetings organisés ou des actions entreprises, par les partis, sectes et groupements extérieurs, la C.E. et le bureau confédéral n'entendent pas plus aujourd'hui qu'hier abdiquer leur pouvoir entre les mains de qui que ce soit. Ils sauront conserver le contrôle et la maîtrise de l'action confédérale contre toutes tentatives extérieures...

La C.G.T.U. n'a ni le droit, ni le devoir d'exercer une censure sur les groupements extérieurs, sur leurs programmes et leurs objectifs ; elle ne peut frapper aucun d'eux d'interdit sans rompre son indispensable neutralité en faveur de partis adverses.

Monmousseau, Sémard, Racamond, Dudillieux, Berrar.

Tel est ce document, en vérité incomparable, qui demeurera pour toujours comme un monument de clarté communiste et de courage révolutionnaire ! Et sous ce document, nous lisons les signatures de :

Monmousseau, Sémard, Racamond, Dudillieux, Berrar.

Je pense que les communistes français de gauche devraient non seulement publier en entier cette « Déclaration », mais encore lui donner la publicité qu'elle mérite. Car personne ne sait ce que l'avenir nous réserve en fait de surprises !

Durant les années qui nous séparent de la signature de cette « Déclaration » où Monmousseau, Sémard et Cie proclament leur neutralité la plus absolue vis-à-vis du parti communiste et de toute autre secte, ces chefs communistes ont commis pas mal d'actes d'héroïsme opportuniste. En particulier, ils ont fort sagement exécuté la politique du comité anglo-russe, qui était entièrement basée sur la fiction de l'autonomie : le parti de Macdonald et de Thomas est une chose — enseignait Staline — tandis que les trade-unions de Thomas et de Purcell en est une toute, toute autre. Après que Thomas, avec l'aide de son Purcell, eût fait tourner les centristes communistes en bourriques, ces derniers eurent peur d'eux-mêmes.

Les variations de Monmousseau

Hier encore, Monmousseau exigeait que les syndicats fussent également indépendants de toutes sectes et partis. Aujourd'hui, il veut que les syndicats ne soient plus que l'ombre du parti, transformant ainsi les syndicats en sectes. Qu'est-ce que le Monmousseau d'aujourd'hui ou le Monmousseau n° 2 ? C'est le Monmousseau n° 1, qui, de frayeur de soi-même, s'est retourné comme un gant. Qu'est-ce que Chambelland ? C'est un communiste d'hier qui, effrayé par Monmousseau n° 2, s'est jeté dans les bras de Monmousseau n° 1.

Ne saute-t-il pas aux yeux que nous avons là deux variétés de la même espèce, ou deux stades du même imbroglio ? Monmousseau cherche à faire peur aux ouvriers avec le fantôme de Chambelland ; Chambelland cherche à faire peur aux ouvriers avec le fantôme de Monmousseau. Or, en réalité, chacun d'eux ne fait que se mirer dans une glace en se tendant le poing.

Voilà ce qu'il en est réellement, si l'on envisage la question d'une façon un peu plus sérieuse que ne le fait le *Cri du Peuple*, où il y a plus de cri que de peuple.

Le communisme n'est pas « un des partis ou des sectes ».

Le communisme est l'avant-garde de la classe ouvrière unifiée par le programme de la révolution socialiste. Une telle organisation n'existe pas encore en France. On n'en trouve que les éléments et partiellement quelques débris. Qui ose déclarer aux ouvriers qu'une telle organisation ne leur est pas nécessaire, que la classe ouvrière se suffit à elle-même, qu'elle est assez mûre pour pouvoir se passer de la direction de sa propre avant-garde — celui-là est un vil flatteur, un courtisan du prolétariat, un démagogue et non pas un révolutionnaire. Il est criminel d'embellir la réalité. Il faut dire aux ouvriers la vérité et il faut les habituer à aimer la vérité.

Chambelland se trompe gravement s'il pense que les communistes sont au « centre », entre Monmousseau et lui — Chambelland. Non, les communistes

sont au-dessus de l'un et de l'autre. La position du marxisme s'élève bien au-dessus de toutes les variétés du centrisme et au-dessus de toutes les étapes de ses errements. Les syndicats ne sauraient être transformés en organismes de masse et pourvus d'une direction réellement révolutionnaire que par le seul courant de la classe ouvrière qui examine chaque question à fond, se pénètre jusque dans son sang et dans sa moëlle de la compréhension marxiste des rapports entre la classe et son avant-garde révolutionnaire. Dans cette question fondamentale il n'y a de place ni pour la moindre concession ni pour l'inexprimé.

Eh ! la clarté est plus nécessaire que partout ailleurs.

23 mai 1930.

L. TROTSKY.

La grève de Séville

La grève générale qui a brusquement éclaté à Séville et qui atteint, d'après les dernières informations reçues, plus de 40.000 ouvriers, ne nous surprend pas de moins du monde. Des grèves de ce genre, brusques, violentes peuvent se produire périodiquement et un peu partout en Espagne avec une tendance à se généraliser. Cette grève, au milieu des grèves sporadiques qui se déclenchent presque journellement dans les différentes régions de l'Espagne, démontre le réveil du prolétariat à la lutte des classes, réveil qui ne pourra que s'intensifier dans un avenir prochain et qui ouvre de magnifiques perspectives révolutionnaires.

Le gouvernement Berenguer emploie à l'heure actuelle une double tactique vis-à-vis des grèves : là où il existe une organisation réformiste assez forte, il essaie de canaliser légalement les grèves par les Comités paritaires créés par la dictature de Primo de Rivera en accord avec les socialistes ; partout ailleurs il essaie de dominer les mouvements de la classe ouvrière par la violence. C'est le cas pour Séville. Pendant la période de 1918-1921, le prolétariat andalou des villes et de la campagne, déclencha de vastes mouvements de classe qui, bien dirigés, auraient donné des résultats magnifiques. Et même pendant la dictature, en 1927, les ouvriers du bâtiment de Séville déclenchèrent une grève qui dura plusieurs semaines. Cela s'explique facilement : les ouvriers andalous, surtout les ouvriers agricoles, comptent parmi les plus exploités de l'Espagne.

Voici comment, d'après les informations de la presse — nous entendons des informations directes — se sont déroulés les événements. Les ouvriers des oliveraies se trouvaient en grève pour une augmentation de salaires. Le gouverneur de Séville, voulant mater la grève par la violence, jeta la garde civile et la police contre les grévistes. Une ouvrière fut lâchement assassinée par les baïonnettes de la garde civile. Cet assassinat indigna d'abord les ouvriers des plantations, et ceux de Séville ensuite, ce qui provoqua le déclenchement immédiat d'une grève générale. Après les boulangers, les conducteurs de taxis et de tramways, les employés de commerce, les garçons de café et les typographes se mirent en grève. Les autorités de Séville, en accord avec le sinistre Martinez Anido qui se trouvait là, a concentré dans la ville les forces de la garde civile et de la police de la région et a prétendu dominer la grève par la manière forte. De nombreuses collisions se sont produites entre les ouvriers et les forces armées. Il y eut une ou deux personnes tuées, plusieurs blessés et plus de cent personnes arrêtées.

La grève de Séville n'est qu'un épisode parmi les grèves qui se déclenchent et se déclencheront de plus en plus dans toute l'Espagne. Les ouvriers, opprimés pendant sept ans de dictature et intensément exploités, répondent à la violence par la violence. Nous saluons avec enthousiasme le réveil de la conscience révolutionnaire du prolétariat espagnol. — G.

Dans les organisations ennemies

Le 19 mai, la Jeunesse ouvrière Chrétienne, a organisé dans le 18^e arrondissement, une soirée « familiale et récréative » ; où hélas ! elle obtint un beau succès, environ 400 personnes étaient présentes, parmi lesquelles 200 à 250 jeunes ouvriers.

Un jeune jociste vint à la tribune parler de l'idéal de la J.O.C., de ses revendications en faveur de la jeunesse ouvrière, des droits des jeunes travailleurs.

Après un exposé des plus démagogiques, il quitta la tribune au milieu de la sympathie générale.

Ceci ne se passe pas dans un quartier petit-bourgeois ou même d'aristocratie ouvrière, mais dans un quartier des plus prolétariens de Paris, le rouge XVIII^e. Je crois que cela marque une progression de force et de hardiesse, de la part des organisations contre-révolutionnaires.

Et en face de cela, que fait la Jeunesse communiste ?

— Rien, aucune contradiction, même pas une distribution de tracts, absolument rien.

Et, fait important à noter, la section de la J.O.C. du 18^e groupe environ 25 adhérents alors que la cellule (le nom de section locale serait plus juste) du 18^e des J.C. compte à peine dix camarades, dont certains, n'habitent, ni ne travaillent dans le 18^e arrondissement.

Pourtant le « sous-rayon » du 18^e ne fait pas absolument rien, il travaille à exclure les trotskystes, et à chercher des « preuves qui prouvent » que ces derniers sont des contre-révolutionnaires.

S. DORNE.

Dans les Jeunesses

Comment on exclut au 8^e rayon

Nous avons déjà parlé du service de « mouchardage » établi dans ce rayon, comme moyen de dépister les jeunes trotskystes, moyen d'ailleurs reconnu comme absurde et dégoûtant par quelques camarades, mais qui n'en reste pas moins une preuve de la faiblesse idéologique des Jeunesses.

Le jeune camarade Juin, adhérent aux J.C. depuis 3 mois, qu'on a essayé d'employer comme « mouchard », est exclu comme trotskyste, sous prétexte de travail fractionnel, sans aucune preuve contre lui.

Et pour couronner ce haut fait, les vieux bonzes du 8^e rayon, fonctionnaires ou postulants fonctionnaires, n'ont rien trouvé de mieux que d'annoncer en trois lignes dans *l'Humanité* le nom et l'adresse « de ce coquin » et de préparer triomphalement pour l'*Avant-Garde* : « Le 8^e rayon vient d'exclure un mouchard... et met en garde les organisations révolutionnaires de recevoir ce dégoûtant comme il le mérite. »

Pour des raisons que le rayon connaît très bien, ce jeune camarade ne pouvait ni recevoir de courrier, ni donner son adresse et délibérément la direction du 8^e rayon la publie.

Les jeunesses ne posent plus l'exclusion sur un terrain politique.

Cependant selon l'avis de la quatrième Entente, l'insulte était un peu trop forte. Il leur reste un peu de pudeur — et « saboteur » a remplacé « mouchard ».

Tels sont les procédés inqualifiables employés par les bureaucrates staliniens.

S. LENOIR.

EN INDOCHINE

L'extension du mouvement et le rôle des communistes

Le socialiste Varenne, qui gouverna jadis l'exploitation de l'Indochine, a placé son intervention de vendredi dernier à la Chambre sous le signe d'un salut ému aux grands administrateurs coloniaux : Joffre, Gallieni, Lyautey. Voilà pour le secours que les opprimés indochinois peuvent attendre des hommes de la seconde Internationale. Pour concrétiser sa pensée, Varenne a préconisé l'intensification du recrutement parmi les moïs et les cambodgiens, s'associant ainsi aux initiatives du gouvernement.

Selon une méthode éprouvée, les colonialistes s'étaient longtemps proposé de faire fusiller les Indochinois par les nègres africains. Sans doute ne sont-ils plus si sûrs des troupes noires. Ils se tournent maintenant vers les montagnards à demi-sauvages, dociles et dévoués quand on a su les capter. On en fera des automates, qui exerceront contre leurs frères l'habileté qu'ils tirent de la pratique de l'arbalète. Le tzar essaya aussi d'arrêter le flot montant de la révolution avec le knout des cosaques. Le « socialisme cosaque » préconise l'ordre en Indochine.

Les Cambodgiens, les Laotiens, les Muong, les Man, les Moï, populations moins évoluées, ne prennent pas facilement conscience, étant données les conditions économiques arriérées de leurs régions, du caractère de l'exploitation capitaliste. Par contre, ils sont particulièrement rebelles et fanatiques. On n'a pas oublié la révolte des Cambodgiens de Canh-Dèn, dans la province de Raeh-Gia, en Cochinchine, en 1927; ni celle des Moï de Kontoun, dans le Sud-Annam, en 1929.

Cette dernière révolte avait pour origine un bœuf abattu par un colon parce que la bête avait pénétré dans sa plantation de caoutchouc. En broutant l'herbe, malgré les écriteaux, elle avait enfreint les lois de la propriété privée. Dans la nuit, les Moï mirent à bas plusieurs milliers de troncs de caoutchouc. Au matin, le colon les trouva sur la défensive, armés de leurs flèches empoisonnées. Sur la demande du colon, le gouverneur envoya des troupes et des avions de bombardement. La répression s'abattit. Des sorcières moïes, grimpées sur les tours construites en bambous, confiantes en leur pouvoir magique, essayaient d'arrêter de leurs incantations les gigantesques oiseaux sataniques.

Tels sont les hommes que les colonialistes enrôleront contre leurs frères opprimés. Ils trouveront en eux de précieux auxiliaires. Si toutefois, ils demeurent dans l'ignorance. Mais, en 1925, un jeune Annamite, Nguyen-Hoa-Hiep, à Carou, dans le Sud-Annam, sut grouper cinq villages moïs et les entraîner à une importante démonstration, ce qui lui valut la prison et le rapatriement en Cochinchine. En portant sa civilisation chez les montagnards, l'impérialisme trouvera peut-être pour un temps un appui. Mais son initiative même ne tardera pas à se retourner contre lui.

La vie des opprimés

Il faut redire encore aux travailleurs les conditions de la vie à laquelle sont voués les surexploités d'Indochine. A la tribune de la Chambre, Pietri s'est vu contraint de falsifier les chiffres. La mortalité des travailleurs, d'après le rapport officiel Delamarre, est en moyenne de 40 à 50 %. Il atteint, dans certaines régions, comme dans les Terres Rouges de Homberg, la proportion de 80 %. Un groupe de planteurs de caoutchouc adresse une pétition : ils étaient 250 et, après dix-huit mois, ils ne sont plus que 20, la plupart dangereusement atteints de paludisme. Des cruautés du « recrutement » des travailleurs, de la consommation forcée d'alcool et d'opium, de l'absence d'écoles et d'hôpitaux, nous avons parlé et nous reparlerons.

Avec les vingt-cinq sous indochinois

— cinquante sous — de son gain moyen, le travailleur ne peut vivre que de riz cuit à l'eau et de saumure annamite. Le privilégié seul peut acheter deux à trois sous de poisson pour toute sa famille. Avec ce repas dérisoire, il trompe sa faim.

La femme gagne les trois quarts du salaire de l'homme. Les enfants, de dix à seize ans gagnent deux piastres, vingt francs pas mois. Ceux qui n'ont pas dix ans et que leur famille ne peut nourrir, travaillent durement chez les bourgeois indigènes, rien que pour avoir du riz à manger, du riz pourri ou de la dernière qualité, mêlé de son et de balle.

Cependant l'Indochine produit plus de 55 millions de quintaux de riz, dont la plus grande partie est dirigée par les planteurs sur les entrepôts de Hong Kong et Singapour, les colonies hollandaises et le Japon. En Cochinchine se creusent des canaux qui assureront l'irrigation de plus de 800.000 hectares dont l'exploitation doublera la production. En Annam l'extension de l'exploitation à 300.000 hectares est en cours. Les terrains en friche voient leur valeur passer de 60 fr. à 3.000 francs l'hectare. Pendant ce temps des populations entières agonisent de faim et les mères sont obligées de vendre leurs enfants.

La journée de travail est de douze, quatorze, seize heures. Pas moins de douze. On ignore le repos hebdomadaire ou le congé. Le travail est cruel, sous un ciel torride qui fait tourner la tête, ou sous la pluie diluvienne.

Les 4.000 kilomètres (?) de canaux, dont le ministre s'enorgueillit à la Chambre, ont contraint les travailleurs à une corvée de quinze jours ou d'un mois par an. Ces jour-là, on couche à la belle étoile, roulé dans une natte, sous la pluie. Peu de riz, pas d'eau douce. Un gain de vingt sous indochinois — quarante sous — par jour. Par contre, une abondance de coups de rafin ou de cadouille.

Les impôts locaux retombent entièrement sur les travailleurs misérables. Ils épargnent largement les puissantes Compagnies. C'est notamment contre eux que se sont dressés les manifestations de Cochinchine. Tout homme, dès qu'il a dépassé dix-huit ans, doit verser environ soixante francs par an — un mois entier de son salaire. Pour acquitter cet impôt le paysan est obligé de louer son buffle, son enfant ou de se louer lui-même. L'impôt personnel est enregistré par la délivrance d'une carte spéciale. Sans la carte personnelle, l'homme est hors la loi. Le milicien le traque, l'insulte, le frappe, l'emprisonne pour un an ou deux. Les pires humiliations, les vexations les plus rigoureuses tombent sur le travailleur en défaut. Tout retard, ne serait-ce que de quelques jours, entraîne l'emprisonnement administratif. Il faut payer quand même : la femme doit louer ses services. Tels sont quelques-uns des bienfaits de la civilisation française.

Vers le communisme

Le prolétariat industriel asservi aux entreprises des grandes compagnies, le prolétariat agricole des grandes plantations, la paysannerie exploitée par l'usure du prêteur citadin et des banques impérialistes : le sort des populations indochinoises ne se débatait décisivement que sur le terrain de la lutte de classes. Une part sérieuse des combattants révolutionnaires ont franchi successivement les étapes qui les menèrent du nationalisme fruste, imbu de subjectivisme, de mysticisme et d'utopisme au communisme intégral. Cette évolution idéologique est un phénomène commun à la jeunesse, à la classe laborieuse indochinoise. Parallèlement, les événements objectifs évoluent d'une façon analogue : ainsi les faits de ces derniers mois : Yen-Bay, mouvement d'inspiration nationaliste, influence prépondérante du Parti nationaliste an-

namite (V.N.Q.D.D.) Vinh et Cat-Ngan mouvements d'une ampleur marquée, se déroulant dans des centres industriels, avec des revendications de classes. *Larges mouvements de Cochinchine*, auxquels participent de très larges couches de la paysannerie, sur des revendications essentielles de lutte de classe.

A mesure que le mouvement prend une signification sociale plus claire, il gagne en profondeur et en ampleur. Des quelques centaines de combattants de Yen-Bay aux dizaines de milliers de manifestants de Cochinchine, il y a la différence d'un stade nouveau. Sans doute les éléments des conjurations du Tonkin étaient des lutteurs d'une trempe particulièrement énergique. Mais c'est au parti communiste d'élever au niveau du développement révolutionnaire les larges masses qui s'ébranlent. Pour les élever à ce niveau dans l'organisation et dans l'action, pour les lier à l'avant-garde prolétarienne et au jeune prolétariat des centres industriels, il faut ne pas se satisfaire du soutien accordé à une utopique « révolution nationale bourgeoise démocratique. »

La domination impérialiste en Indochine a profondément pénétré et organisé les rapports de classe dans la colonie. Par deux fois déjà la bourgeoisie indigène s'est prononcée. Après Yen-Bay, les élus du Tonkin. Après Cho-Moï, les délégués coloniaux. Dans ces circonstances aiguës, elle a clairement affiché « son loyalisme pour la mère patrie ». Comment abandonner les masses à la tendance vers « une révolution nationale bourgeoise démocratique » dont, en Indochine, les premiers éléments font absolument défaut.

La tâche à laquelle le parti communiste indochinois ne doit pas se soustraire, et que l'Internationale stalinienne est incapable d'assumer, c'est le développement de la conscience révolutionnaire des masses, et leur organisation dans des formations de classes.

Pour que ce but soit atteint l'opposition internationale de gauche persiste à défendre son point de vue juste. Les bureaucrates du parti nous répondent : « Savez-vous que l'économie indochinoise n'est pas mûre pour une révolution socialiste ». A une stratégie menchevick, il leur faut joindre une analyse menchevick. L'argument de la « maturité économique », c'est l'argument sempiternel des menchevicks. C'est celui que mirent en avant à la veille d'Octobre ceux qui s'opposaient à la prise du pouvoir. C'est contre eux que s'éleva l'implacable Lénine. Comme l'opposition internationale combat implacablement la doctrine et la pratique menchevick de la direction stalinienne en Chine, dans l'Inde et en Indochine.

Sur les possibilités et le niveau atteint par l'économie indochinoise, la question n'est pas si simple. Nous y reviendrons. Mais ce qui est l'essentiel, c'est que la texture des rapports de classe entre la bourgeoisie et la petite bourgeoisie indigènes d'une part et l'impérialisme de l'autre, n'ouvre d'autre voie à la révolution coloniale que celle d'une révolution dirigée par l'avant-garde prolétarienne sur le terrain de classe. La tactique préconisée par l'Internationale stalinienne est éprouvée : elle mène aux hécatombes contre-révolutionnaires de Tchang-Kaï-Chek.

Poser ainsi la question de la « maturité » de l'économie indochinoise, c'est ne pas comprendre la place qu'occupe la lutte de l'Indochine contre l'impérialisme dans le processus de la révolution internationale du prolétariat contre l'impérialisme. L'enjeu mondial de cette lutte n'est pas déterminé par le niveau de l'économie indochinoise. Cette incompréhension ne saurait surprendre de la part de ceux qui ont perdu de vue l'indissoluble unité révolutionnaire du prolétariat mondial jusqu'à la théoriser dans la falsification du « socialisme dans un seul pays » et à désarmer les sections de l'Internationale.

A l'aide du jeune prolétariat indochinois

Les masses ont fait preuve d'une ténacité héroïque. Les fusillades, les exécutions barbares, les emprisonnements en masse, les bombardements n'ont pas arrêté leur élan. Au parti communiste de les élever à l'organisation révolutionnaire. Dans sa lutte, le jeune prolétariat indochinois a impérieusement besoin de l'aide active du prolétariat international. Avant tout, de son camarade de combat immédiat, le prolétariat de la métropole. Les ouvriers révolutionnaires doivent en prendre une conscience claire. Ils doivent lutter, à l'appel de l'opposition de gauche, pour redonner à l'Internationale et au Parti une ferme direction marxiste capable de percevoir les intérêts internationaux du prolétariat, capable de l'entraîner à une action puissante. Le parti a organisé pour aujourd'hui un meeting au Cirque d'Hiver. Les travailleurs doivent en faire une manifestation imposante. Que les ouvriers exigent une campagne conséquente et suivie, une ample campagne d'agitation révolutionnaire, et d'information concrète sur le processus, du développement révolutionnaire. Le sort de la révolution indochinoise est lié à l'action du prolétariat de la métropole.

Les prolétaires doivent sans retard prendre vigoureusement entre leurs mains le sort des indochinois menacés par les cruautés de la répression. Dix sept assassinats légaux n'ont pas épuisé la rage, la crainte et l'appel de l'impérialisme. D'autres héroïques rebelles attendent encore les ordres clandestins donnés aux bourreaux.

Les dix-neuf étudiants et ouvriers indochinois, criminellement déportés poursuivent leur voyage dans les conditions les plus cruelles. C'est au fond de la cale obscure et torride qu'ils ont subi l'accablante traversée de la Mer Rouge. Ils y sont de nombreux jours enfermés, en butte aux provocations des soldats chargés de leur garde. Pour toute nourriture, ils reçoivent une maigre portion d'un infect ragoût. Quelques-uns d'entre eux sont tombés malades. Les brimades systématiques et les souffrances physiques n'ont pas abattu leur courage. Le navire qui les rapproche des persécuteurs du peuple indochinois ne doit pas les soustraire à la solidarité active, à la mémoire agissante des travailleurs dont ils furent les compagnons. L'action vigilante et résolue du prolétariat doit de toute nécessité sauvegarder nos vaillants camarades.

Un camarade indochinois.

Le manque de place nous oblige à remettre au prochain numéro : une lettre de discussion sur les enseignements de la grève des P.T.T. ; notre réponse à l'article de la Défense repoussant notre demande d'adhésion au Secours Rouge.

ENTR'AIDE OPPOSITIONNELLE

(2^e liste)

Deux communistes de Limoges, 20 fr. ; Vacher, 10 fr. ; N., à Limoges, 10 fr. ; Un groupe d'ouvriers hongrois, 100 fr. — Total, 140 fr. Total général : 391 fr. 50.

VIENT DE PARAÎTRE :
L'an I de la Révolution Russe
par Victor SERGE
Un volume de 500 pages
Prix actuel : 20 fr. franco
Librairie du Travail,
17, rue de Sambre-et-Meuse
PARIS (10^e)

Le mois économique

CRISE OU PRÉCRISE ?

Au mois de mars, nous écrivions : « L'étape actuelle du développement de l'économie française est caractérisée par une conjoncture ascendante, enrayée, sapée et peut-être ruinée pour longtemps par la crise mondiale de surproduction, dont les racines sont aux Etats-Unis. D'autre part cette pesée de la crise mondiale coïncide avec une difficulté croissante de la France dans sa capacité de concurrence. C'est l'entre-croisement de ces trois éléments qui détermine les oscillations, les essais de reprises, et en fin de compte le marasme de l'économie. »

Il semble que dans les mois passés cette situation s'est encore précisée, et la récente adoption du nouveau tarif douanier américain vient la mettre en pleine lumière. Dans son discours de Dijon, Tardieu expliquait que les « éléments » de la situation économique étaient sains, mais que c'était l'état du marché qui les rendait inefficaces. Rien de plus juste, mais aussi de plus enfantin ! Dans le système capitaliste, les « éléments » constitutifs de l'économie sont toujours excellents mais c'est leur enchaînement, leur jeu, qui est défectueux. Dans les circonstances présentes, cette constatation banale revêt un caractère assez précis : l'argent continue à se trouver abondant, la production se maintient dans l'ensemble, des projets sont faits pour aménager le marché intérieur, et cependant... la Bourse est toujours dans la plus profonde apathie, les prix de gros continuent à baisser, les stocks s'accumulent, en un mot la consommation ne peut toujours pas reprendre le rythme de la production.

C'est que la situation continue à être tendue sur le marché mondial et que les Etats-Unis continuent à peser de tout leur poids, qui est déterminant, sur ce marché. Le président Hoover vient d'aggraver encore cette situation en laissant voter un nouveau tarif douanier qui affaiblira considérablement la position de ses principaux concurrents européens.

La mécanique de la crise est toujours la même : il y a à la base une surproduction énorme, notamment dans le domaine agricole. Cette surproduction entraîne une chute des prix, un ralentissement des affaires, et en second lieu une apathie complète du marché des capitaux qui ne veulent et ne peuvent pas s'employer dans une situation si pleine de risques. La surproduction continue à se faire sentir cruellement, car il s'en fait de beaucoup que les stocks en excédent soient épuisés, principalement pour les céréales, puis pour le coton, les textiles, l'automobile, etc... La chute des prix des matières premières se poursuit toujours. Et enfin, par suite de l'abondance des capitaux inemployés, le loyer de l'argent baisse, jusqu'à atteindre pour la France 2,5 p. cent, c'est-à-dire le niveau le plus bas du monde.

Tant que l'insécurité consécutive à l'abondance des stocks durera, cette situation n'aura pas de raison de se modifier sauf dans le sens de l'aggravation, car la masse de capitaux inemployés pèse lourdement sur la Bourse qui baisse continuellement sans que cela signifie forcément une situation catastrophique pour les entreprises dont la valeur boursière est en diminution.

Où en est la France ?

On discute beaucoup la question de savoir si l'économie française est en état de « crise » ou de « précrise ». La question est très mal posée ainsi, et il est impossible de lui donner une réponse. Le marché mondial dans son ensemble est en état de crise, c'est pourquoi aucun pays, surtout la France dont les liens avec le marché mondial sont puissants, ne peut lui échapper et se tenir en dehors de son orbite. Il est faux de dire que la France est en état de « précrise », car alors quels sont les critères de l'apparition de l'état de crise ? A partir de quel moment passe-t-on de la « précrise » à la crise ? Sous l'influence de quels facteurs ? Suffira-t-il d'une poussée moyenne de chômage pour changer le caractère de la

crise ? Ces questions doivent être posées si l'on veut donner une solution marxiste à ce problème. On range la France dans une catégorie à part, dans l'état de « précrise ». Mais est-ce que l'Angleterre, par exemple, a vu son chômage augmenter considérablement depuis l'accentuation de la crise mondiale (août-sept. 29) ? Non. Et à quoi oppose-t-on l'état de précrise ? Il semble qu'on veuille l'opposer à un état de crise catastrophique, « définitive ». En somme il n'y aurait pas de milieu entre l'état de précrise, c'est-à-dire en dehors de la crise, et l'état de crise aiguë faisant pressentir l'agonie du système capitaliste tout entier.

Cette façon de trancher la question est tout à fait en dehors de la réalité. La crise est un phénomène mondial, auquel aucun pays impérialiste ne peut échapper ; ce qu'il faut analyser, c'est le caractère et l'amplitude de la crise telle qu'elle se répercute dans les différents pays, tout en suivant son déroulement. En France la crise existe, et bien qu'elle n'ait pas la même amplitude qu'en Allemagne, ni les mêmes caractéristiques qu'aux Etats-Unis, elle n'en détermine pas moins l'allure générale de l'économie dans la période actuelle.

La production et le trafic

La production de houille se maintient ; elle est même en augmentation très nette sur la période correspondante de 1929, pour janvier-avril :

	tonnes métriques
	1930
Janvier	4.884.000
Février	4.481.000
Mars	4.695.000
Avril	4.560.000

La moyenne en 1929 était de 4 millions 486.000.

Pour la fonte, la situation est la même :

Janvier : 875.000 tonnes, février : 815.000, mars, 899.000, avril, 859.000 pour une moyenne de 871.000 en 1929.

Acier : En janvier, 800.000 tonnes, février, 772.000 ; mars, 849.000 ; avril, 791.000 ; pour une moyenne de 805.000 en 1929.

L'indice général de l'activité industrielle, dont la moyenne en 1929 a été de 139, était en janvier 1930 de 144 et de 143 en février.

On observe cependant un fléchissement dans certaines branches : le textile, le cuir, les industries de luxe.

L'activité de la construction mécanique, du bâtiment, du matériel roulant, continue à être satisfaisante.

La situation du commerce extérieur elle-même n'empire pas extrêmement, quoiqu'elle reste toujours mauvaise et inspire de graves inquiétudes à Tardieu et à son sous-secrétaire à l'économie nationale.

Pour les quatre premiers mois de l'année le déficit est de plus de 3 milliards. Pour le mois de mai, le déficit accuse une nouvelle augmentation d'à peu près 500 millions. Il importe de comprendre que ce déficit, relativement peu élevé, vient surtout de la diminution des importations qui est elle-même une conséquence directe de l'état du marché mondial, et de l'existence de stocks accumulés en France même. En effet cette diminution des importations est surtout sensible sur les matières premières et les produits alimentaires, et non sur les objets fabriqués.

Un autre phénomène explique bien le même fait. C'est que le trafic des chemins de fer augmente, alors que le tonnage des navires entrés et sortis diminue, accusant ainsi le fléchissement des importations et des exportations avec les pays sources de matières premières qui sont tous « au-delà des mers ». Du 1er janvier au 13 juin, les recettes sur l'ensemble des grands réseaux ont en déficit de 17 millions sur un total de 6 milliards, ce qui est fort peu, et s'explique par des causes visant l'exploitation des réseaux. Mais le nombre des wagons chargés a augmenté : pour les 22 premières semaines de 1930

il est de 10.436.355, contre 9.784.421 pour la même période de 1929.

Par contre le mouvement des navires a fléchi. Pour les quatre premiers mois de 1930 la moyenne est de 4 millions 701.000 tonnes contre 4.841.000 en 1929 (tonnage des navires entrés), et 3.887.000 tonnes contre 4.099.000 en 1929 (tonnage des navires sortis.)

La production et les prix

Cependant les prix de gros continuent à baisser en suivant la dépression américaine :

Janvier	564,0
Février	564,0
Mars	553,3
Avril	548,4
Mai	541,5

Mais le coût de la vie continue à augmenter régulièrement (l'index donne pour Paris 115 en mars 1930, pour 113 de moyenne en 1929), sauf une légère baisse pour les produits alimentaires (Nombres indices pour Paris : janvier 124, février 121, mars 120, avril 119, mai 120).

Donc avec une production peu ralentie, on continue à observer la baisse des prix qui désorganise les échanges, surtout à l'extérieur, et fausse les perspectives. Il faut ajouter que pour forcer la concurrence, pour maintenir ou élever le niveau de production, les capitalistes continuent à rationaliser. Il faut reconnaître que le rythme de cette rationalisation continue à être assez faible. Il entraîne cependant des licenciements importants. Mais nullement un chômage de masse. Le nombre de chômeurs secourus était officiellement de 1.203 en avril. Naturellement il s'agit là d'un chiffre tout à fait au-dessous de la réalité, surtout parce qu'un grand nombre sont aujourd'hui des chômeurs partiels, non secourus. Même si quelques milliers d'ouvriers sont sans travail, on peut considérer que la menace d'un large chômage n'est pas immédiat ; d'ailleurs les industriels continuent à organiser l'immigration de travailleurs étrangers, dont l'industrie française ne peut pas se passer.

L'abondance des capitaux

Dans cette situation d'instabilité, de manque de perspectives « optimistes », que faire de l'argent extrêmement abondant dont est encombré le marché intérieur et extérieur ? Telle est la question principale qui agite les capitalistes français.

La politique d'assainissement financier de Poincaré a amené de fortes plus-values dans le recouvrement des impôts, la Banque de France est fortement nantie d'or, l'épargne est en croissance constante ainsi que l'émission de capitaux en général. Enfin, la circulation monétaire est en augmentation régulière.

La circulation en billets, est de 73 milliards (avril). Elle n'était que de 70 en janvier, 68 en décembre 1929 et 62 en décembre 1928. Ces billets sont garantis par 43 milliards d'or.

La caisse d'épargne accuse en février 12 milliards 741 millions, en augmentation d'environ 200 millions par mois depuis 1927.

Les capitaux émis se montent à 1 milliard 313 millions en janvier, 3 milliards 261 millions en février, moyenne qui n'avait jamais été atteinte, 2 milliards 354 millions en mars, 872 millions en avril, et 1 milliard 210 millions en mai. Ce sont là des chiffres tout à fait importants, et qui expliquent l'embaras du marché pris entre une extrême abondance de capital et l'impasse d'une crise de surproduction qui limite les perspectives, empêche l'écoulement des produits, et enfin du compte provoque l'affaissement permanent des valeurs en Bourse.

Cette situation est aussi éclairée par la baisse du taux de l'escompte, qui a été ramené à 2,50 en mai. Durant le même mois il était ramené de 3,50 à 3 à New-York, de 6 à 5,50 en Italie, de 3,50 à 3 en Angleterre, de 5 à 4,50 en Allemagne ce qui fait apparaître le caractère international de cette surabondance de capitaux.

Le nombre des faillites, augmente légèrement, à peu près dans les mêmes

proportions que dans d'autres pays. En voici le tableau pour les derniers mois :

	Etats-Unis	Allemagne	France
Mai 1929	1724	846	791
Août 1929	1350	739	645
Décembre 1929	1827	881	764
Janvier 1930	2376	1106	907
Février 1930	2150	1103	772
Mars 1930	2093	1142	871
Avril 1930	1976	1006	732
Mai 1930	2000	1062	847

Il y a là un signe certain de la permanence de la crise, marquée par le fait que le commerce de gros, principalement, est durement atteint, et se voit souvent refuser les secours financiers nécessaires.

Les effets de la crise mondiale

Il est donc déjà évident que l'économie française subit la crise, sans que celle-ci ait pris une tournure grave. Elle se présente avant tout comme une conséquence directe de la situation créée sur le marché mondial par la surproduction, et principalement celle des Etats-Unis. Il n'y a pas « précrise », en ce sens qu'on ne peut pas dire que dès aujourd'hui n'existent pas les éléments de la crise, et qu'on ne peut pas prédire quelles seraient demain les conditions d'une crise.

Le phénomène le plus frappant, qui fait apparaître le caractère même de la crise, c'est le marasme boursier. Mais il ne faut pas perdre de vue que la dépression boursière n'est que la conséquence de la situation du marché qui dépend elle-même de la surproduction de marchandises — surtout de matières premières et de produits agricoles.

C'est pourquoi les palliatifs proposés par Tardieu restent sans efficacité. Ils ne visent que la surface des phénomènes de la circulation monétaire et de la spéculation boursière : les dégrèvements votés pour faciliter le placement des capitaux, l'annonce de l'emprunt colonial, les travaux publics, peuvent tout au plus parer momentanément aux dangers les plus pressants. Mais ils ne peuvent nullement servir de point de départ à un redressement de la situation économique. Ce redressement ne pouvait venir que d'une diminution des stocks, de mauvaises récoltes, d'une diminution de la circulation fiduciaire, en un mot d'un rajustement de la production à la capacité de consommation, et de la spéculation financière au développement réel de la production.

Actuellement, on ne s'oriente nullement dans ce sens. La crise persiste et a tendance à s'installer. L'immense masse flottante des capitaux disponibles continue à croître alors que la chute constante des prix annonce que la surproduction ne peut pas se résorber. Il faut s'attendre à ce que la bourgeoisie française déploie des trésors de ressources pour sortir de cette situation et qu'elle multiplie ses efforts du côté de l'exportation du capital aux colonies et à l'étranger. Nous reviendrons ultérieurement sur cet aspect de la situation.

Mais justement, le nouveau tarif douanier américain vient aggraver encore la situation du marché mondial en renforçant les heurts entre les concurrents. Il n'y a pas là un signe d'apaisement, mais au contraire la perspective de difficultés accrues pour les impérialismes européens.

Dans une nouvelle lettre ouverte aux membres du Parti, la direction centrisme est obligée de reconnaître certaines de ses fautes.

Si vous voulez les mettre complètement à nu et comprendre leur origine, lisez :

La «troisième période» d'erreurs de l'Internationale communiste

par L. TROTSKY

Un exemplaire : 3 francs

Prix par 10 exempl. : 20 fr.

En vente à LA VERITE

45, boulevard de la Villette

Paris (10^e)

AVANT LE CONGRÈS DE L' I. S. R.

Une déclaration de l'Opposition unitaire

L'invitation faite à l'Opposition unitaire de l'Enseignement par la C.E. confédérale, de participer au congrès de l'I.S.R., prouve une fois de plus, la volonté de la Direction de la C.G.T.U. d'ignorer l'Opposition unitaire.

La Direction confédérale ne connaît que l'Enseignement. Ce n'est là qu'une ruse cousue de fil blanc.

Quel but poursuit la direction confédérale en feignant d'ignorer systématiquement l'Opposition unitaire ? Uniquement la volonté de masquer l'importance de la formation de l'Opposition unitaire, Opposition *Confédérale*, en s'efforçant d'en restreindre la portée à la seule Fédération de l'Enseignement.

Certes, de temps en temps, un aveu perce. Ainsi dans le texte-convocation des camarades de l'Enseignement au congrès de l'I.S.R., parle-t-on d'un « groupe constitué autour de l'Enseignement ». Mais le plus souvent on persiste dans la tactique de dissimulation.

La tentative des dirigeants confédéraux d'isoler nos camarades de l'Enseignement fera long feu. La réponse de ses derniers en témoigne. La majorité fédérale de l'Enseignement est partie de l'Opposition unitaire. Voilà le fait.

Mais ce n'est pas seulement la Direction confédérale qui fait le silence autour de l'Opposition unitaire. Pour d'autres raisons le Comité pour l'Indépendance du syndicalisme lui emboîte le pas. Avec la formation de l'Opposition unitaire s'évanouissent les espoirs de voir tous les minoritaires de la C.G.T.U. rejoindre le Comité pour l'Indépendance.

Le Comité pour l'Indépendance fait aussi fausse route en affirmant que la création de l'Opposition unitaire est la suite de « malentendus » artificiellement provoqués. C'est là une bien pauvre interprétation des faits. On a vu le Comité pour l'Indépendance à l'œuvre pendant six mois. On sait donc que sa politique n'a rien à voir avec le but poursuivi par l'Opposition unitaire : le redressement — dans un sens révolutionnaire — de la centrale unitaire.

La Direction confédérale craint le dé-

veloppement de l'Opposition unitaire.

Elle sait fort bien que de nombreux militants, de nombreux syndicats, appartenant à la majorité confédérale, s'orientent et s'orienteront vers l'Opposition unitaire. C'est pourquoi, sans abandonner sa politique inspirée de la « troisième période », la Direction confédérale montre une « indulgence » inattendue, à l'égard de ceux qui se refusent à appliquer ses directives. Le cas de la C. E. fédérale des cheminots est typique.

Dans le Nord, notamment, la Direction confédérale a pu apprécier la puissance de l'Opposition unitaire.

Nos camarades de la première U.R. sont solidement organisés, ils rayonnent aussi bien dans le Pas-de-Calais qu'à Lille ou qu'à Dunkerque.

Pour chasser le secrétaire de l'Opposition unitaire de la première U.R., Cornette, de son poste de secrétaire de l'Union locale d'Halluin, les dirigeants communistes ont dû s'employer à fond. La majorité qu'ils ont à grand-peine obtenue, a été acquise en terrorisant littéralement les ouvriers d'Halluin. Ceux-ci, en grande majorité, se sont abstenus.

L'Opposition unitaire s'organise sur la base des U.R. de la C.G.T.U. C'est une menace qu'apprécient fort bien les dirigeants confédéraux.

La Direction confédérale en sera pour ses frais de manœuvre. Elle ne séparera pas arbitrairement l'Opposition unitaire de l'Enseignement de l'ensemble de l'Opposition unitaire.

Comme le dit, la réponse du Bureau fédéral de l'Enseignement, l'Enseignement n'ira à Moscou, au congrès de l'I.S.R., qu'en tant que partie de l'Opposition unitaire.

L'Opposition unitaire ne se dérobera pas, elle se déclare dès maintenant disposée à répondre favorablement à une proposition de participation au congrès de l'I.S.R.

L'Opposition unitaire.

Secrétariat de l'Opposition unitaire : Syndicat unitaire du bijou, Bourse du travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris X^e.

A L'UNION LOCALE D'HALLUIN

Victoire des majoritaires de l'appareil

Enfin ça y est. Cornette a été battu à l'Union locale d'Halluin. Au milieu d'un chahut indescriptible provoqué par une cinquantaine de fanatisés, un vote à main levée a donné une centaine de voix aux bateleurs de l'appareil, contre une quarantaine à l'Opposition unitaire, sur 300 présents. C'est dire qu'à l'Union locale comme au parti, la moitié des présents n'a pas pris part au vote. Devant les provocations et les cris de certains majoritaires un grand nombre d'ouvriers n'ont pas voulu prendre part au vote ou sont partis avant.

Si Boston, Porreye et Cie avaient été sûrs de leur victoire ils auraient accepté le vote secret comme le demandaient plusieurs camarades. Mais ils n'étaient pas sûrs du tout, ils avaient même peur.

Cornette a été exclu le 2 juin du parti et on a attendu la veille de l'assemblée syndicale pour distribuer un tract donnant les raisons de cette exclusion. Il serait intéressant pour l'édification des communistes sincères du Parti, de pouvoir publier ce long factum qui est un mélange écœurant de mensonges, de calomnies, d'affirmations fantaisistes, de citations de Lénine (absolument hors de propos), qui montre bien la dégénérescence intellectuelle et politique de nos dirigeants régionaux :

« Cornette n'est pas d'accord avec notre politique, c'est parce qu'il est trop fier, orgueilleux, vaniteux, etc. » Cela dispense nos 100 p. cent de donner des explications sérieuses.

« Cornette fait chorus avec la meute des chacals de la bourgeoisie. Il dit aux ouvriers : « Ne craignez pas le chômage et

la guerre, vos salaires sont largement suffisants (sic) et les assurances sociales vous seront d'un grand bienfait (resic) et les militants qu'on emprisonne, c'est pour rire. »

Nos lamentables bureaucrates se sont certainement inspirés de la devise « Calomniez ! calomniez ! il en restera toujours quelque chose. »

A noter particulièrement une intervention de Grenier. Ce dernier qui ruait dans les brancards ces derniers temps a reçu sur la tête tellement de coups de l'appareil que maintenant il divague dans toutes ses explications politiques.

D'abord il nous apprend que le mot d'ordre du 1er août 1929 était tout à fait juste et que celui du 1er août 1930 est encore beaucoup plus juste puisque la guerre est maintenant beaucoup plus imminente encore que l'année passée. Pour expliquer son affirmation, Grenier aurait pu ajouter : « Tenez, moi, je suis aujourd'hui plus près de ma mort qu'hier et moins que demain. »

Ensuite il nous avise qu'il n'y aura pas de grève politique le 1er août à Halluin, on fera une manifestation le soir. Ce pauvre Grenier, qu'est-ce qu'il va encore prendre quand Coquel et Ramette apprendront cela.

Les Gilton du Nord et sous-Gilton d'Halluin ont donc remporté la victoire mais une victoire toute provisoire, car les résultats désastreux de leur politique ne manqueront pas d'ouvrir les yeux de beaucoup d'ouvriers halluinois abusés jusqu'ici par la démagogie de ceux qui les dirigent.

Un correspondant.

Réponse de l'Enseignement à la C.E. de la C.G.T.U.

Par la voie de l'Humanité la C. E. confédérale, interprète du C.E. de l'I. S.R., nous invite à participer au Ve Congrès mondial. Nous attendions du Bureau confédéral la notification directe de cette invitation. Nous ne l'avons point reçue. Aussi sans trop nous étonner de ce procédé inusité de correspondance, nous n'attendrons pas plus longtemps pour répondre.

Par elle-même, cette invitation, réservée à notre seul groupe d'opposition, montre tout le sérieux et l'importance des critiques que nous avons formulées, critiques que la soi-disant réponse de la C.E. confédérale se garde d'aborder, dans l'impossibilité où elle se trouve de les réfuter.

Sans doute pense-t-on qu'il sera plus facile de nous combattre, sans avoir besoin de répondre à nos arguments, après avoir obtenu contre nous à Moscou un vote massif, et trop facilement prévisible, étant donné les méthodes de mécanisation que nous avons dénoncées.

Sans être dupes de cette manœuvre, nous déclarons immédiatement que nous ne nous déroberons pas et sommes prêts à exposer contradictoirement avec la direction confédérale notre point de vue à la tribune du Congrès de l'I.S.R.

Mais la rédaction de son invitation nous amène à demander des précisions indispensables à notre participation.

1°) La C.E. confédérale n'ignore point que dès sa parution notre manifeste n'était déjà plus le manifeste de la seule Fédération de l'Enseignement puisqu'il était contresigné par plusieurs militants ouvriers dont quelques-uns représentaient et représentent encore de larges masses ouvrières.

La C.E. n'ignore pas non plus qu'autour de ce premier noyau s'est organisé le groupe d'Opposition unitaire, ainsi qu'elle le reconnaît fort bien dans sa lettre d'invitation elle-même qui parle du « Groupe d'opposition organisé autour de la direction fédérale de l'Enseignement. »

Or cette invitation est adressée uniquement « aux dirigeants de la Fédération de l'Enseignement », elle semble dire expressément que l'invitation est faite seulement au « Groupe d'opposition de la Fédération de l'Enseignement. »

Nous tenons à bien préciser que nous n'entendons pas être séparés artificiellement de l'ensemble de l'Opposition unitaire, que nous ne permettrons pas que, pour combattre plus facilement cette opposition, on en sépare de sa base ouvrière les soi-disant « parvenus »

et « bourgeois » de l'Enseignement (style Monmousseau).

Nous n'acceptons donc cette invitation qu'en tant qu'elle s'adresse à l'ensemble de l'Opposition unitaire, et notre « Groupe d'opposition de la Fédération de l'Enseignement » ne se rendra à Moscou que comme partie de la délégation de cette Opposition unitaire qui y mandatera, en plus des nôtres, des militants qui ont participé récemment à la tête des ouvriers à des luttes contre le patronat et qui peuvent prétendre représenter de larges masses ouvrières.

2°) Il importe également de préciser quelles conditions matérielles a prévues la C.E. confédérale pour cette délégation.

L'Opposition unitaire n'a aucun moyen matériel, la trésorerie de la Fédération de l'Enseignement elle-même ne pourrait prendre à sa charge les frais entiers d'un délégué.

De plus, les collectes, impositions obligatoires, cartes et timbres... décidées par les U.R. et U.L. et auxquelles, comme les autres syndiqués souscriront les membres de l'Opposition Unitaire, seront centralisées par les U.R. et U.L.; nous n'avons aucun moyen matériel permettant de lancer une souscription spéciale pour la représentation de l'Opposition unitaire.

La C.E. devra donc nous préciser quels moyens financiers elle met à la disposition de l'Opposition unitaire pour une représentation qui, pour être utile, devrait comprendre au moins cinq camarades.

3°) La C.E. confédérale basant son invitation sur la démocratie syndicale nous permettra d'être étonnés qu'elle n'ait point adressé une invitation identique au groupe d'opposition réuni autour du Comité pour l'Indépendance syndicale.

La réponse de la C.E. à notre manifeste montre assez clairement qu'elle ne confond pas, parce qu'on ne peut pas confondre, notre opposition avec celle du C.I.S.

Si la démocratie syndicale joue pour nous, elle doit jouer pour toutes les minorités, en particulier pour celle qui est représentée à la C.E. confédérale elle-même et qui ne pourra se faire entendre à Moscou.

Toute autre attitude confirmerait que la démocratie syndicale dont la C.E. se réclame n'est qu'une formule.

Nous attendons la réponse de la C.E. confédérale.

Pour la Fédération de l'Enseignement : le Secrétaire fédéral : J. AULAS.

Chambelland exagère Les élections en Saxe

Chambelland ne pardonne pas aux oppositionnels communistes de ne pas avoir favorisé son opération de regroupement des minoritaires unitaires, regroupement mené sous le signe confusionniste de l'Indépendance du syndicalisme.

C'est son droit.

Mais où il exagère, c'est lorsqu'il déforme volontairement la pensée de ses adversaires. Ainsi, prétend-il, dans la R.P., à propos de l'exclusion de Decottignies et de Guyot, que j'aurai, dans la *Vérité*, donné raison aux majoritaires et à l'Humanité qui affirment que l'assemblée des métallurgistes du 13e a ratifié à la majorité l'exclusion de ces deux camarades.

Or, je n'ai jamais écrit cela. J'ai dit que les majoritaires prétendent avoir obtenu 45 voix contre 43, et que, de leur côté, les minoritaires affirment que le vote a donné 45 voix contre 45 voix. Ce dernier chiffre était donné à la réunion même par Roy.

J'ai insisté sur la « singulière majorité » obtenue par les majoritaires et j'ai moi-même, à cette réunion, voté contre eux.

Cela ne permet donc pas à Chambelland de déformer ma pensée et d'ajouter que la *Vérité* est, en l'occurrence, le « supplément hebdomadaire de l'Humanité ». Tout de même, nous n'avons pas besoin de Chambelland pour être contre les exclusions pour délit de tendance.

GOURGET.

Les élections qui viennent d'avoir lieu en Saxe donnent des résultats qui justifient entièrement les perspectives de l'Opposition.

La « radicalisation des masses » s'est opérée par un déplacement considérable des voix vers les fascistes, le parti national-socialiste de Hitler. Le parti communiste a légèrement augmenté le nombre de ses voix et gagne un siège (13 contre 12). La social-démocratie voit ses votants diminuer légèrement et perd un siège (32 contre 33), mais le parti national-socialiste voit ses voix tripler et passe de 4 sièges à 15, aux dépens des partis bourgeois. Ces élections, dans le pays le plus industriel et de tradition « rouge » de l'Allemagne, a une grande signification. Comme notre correspondant d'Allemagne l'a indiqué maintes fois, la situation des masses empire, mais le parti communiste est incapable de les entraîner et d'en tirer profit. C'est le fascisme qui se développe à ses dépens, qui mord sur la classe ouvrière et pénètre très profondément dans la petite bourgeoisie. Loin que les perspectives révolutionnaires deviennent favorables, elles empirent. La situation objective permet une vaste action de rassemblement ouvrier contre le capitalisme, mais la carence du parti, qui maintient seulement ses positions, laisse le champ libre aux fascistes, qui, eux aussi, luttent contre le gouvernement.

La crise du Parti communiste italien

LES OPPORTUNISTES CHASSENT LES REVOLUTIONNAIRES

L'Humanité du 19 courant a publié un communiqué du Secrétariat du P.C.I. d'où il apparaît que dans sa dernière séance le comité central (présents, 9 membres) a exclu du Parti les camarades Santini, Feroci et Blasco. Comme motifs d'exclusion, le communiqué indique les suivants : 1) Les camarades Santini et Feroci sont considérés responsables des informations parues dans la Vérité ; 2) Le camarade Blasco a refusé de se solidariser avec le centre dans la lutte que celui-ci mène contre les soi-disant opportunistes et contre le « trotskysme ».

Ces motifs ne sont rien d'autre qu'une tentative hypocrite de cacher au Parti les problèmes réels sur lesquels l'Opposition s'est affirmée. L'Opposition, de la réunion du Comité central de mars à aujourd'hui, a déjà vérifié, à la lumière des faits et par l'aveu même de certains membres responsables de la majorité actuelle (article de Botte sur *Gioventù Comunista*, lettre du Secrétariat de la Fédération de la Jeunesse communiste italienne, etc.) la justesse de ses positions. L'Opposition donnera là-dessus, à tous les camarades du Parti et de l'Internationale, la documentation la plus ample et la plus irréfutable.

Mais, au lieu de porter devant tout le Parti les problèmes politiques et d'organisation qui se rapportent à la révolution prolétarienne en Italie et sur lesquels les positions de la majorité et de la minorité se sont opposées au sein du Comité central de mars — conformément à la délibération adoptée par le C.C. d'ouvrir immédiatement la discussion pour le IVe Congrès du Parti — les bureaucrates de la direction actuelle s'imaginent pouvoir, par voie administrative, en expulsant les camarades de l'Opposition, expulser à la fois du Parti les problèmes très graves et très profonds, ceux mêmes qui ont provoqué la constitution de l'Opposition de gauche internationale.

En agissant ainsi, la fraction sans principes qui est actuellement à la tête du Parti, a une fois de plus foulé au pied les principes élémentaires de la démocratie prolétarienne réglant le fonctionnement et la discipline des partis communistes. Ce n'est pas cette fraction, en effet — fraction composée d'éléments rassemblés par ci, par là — mais le Congrès du Parti seulement qui aurait eu le droit de sanctionner ou non l'exclusion des camarades de l'Opposition, lesquels, au sein du C.C., représentaient la majorité des membres actifs élus au dernier Congrès du Parti.

Nous devons déclarer aussi complètement fautive l'affirmation que les camarades de l'Opposition, après la Centrale de mars dernier, ont manqué aux engagements pris. Une preuve en est donnée par le fait que précisément dans le Comité Syndical (dont on parle dans le communiqué du Secrétariat) ce sont les camarades de l'Opposition qui ont été chargés de préparer un plan de travail pour l'avenir immédiat, plan qui a été approuvé ensuite sans aucune objection et par le Comité Syndical et par les représentants du Bureau Politique présents. La vérité est que les dirigeants actuels ne voulaient qu'une chose : se débarrasser au plus tôt du contrôle des camarades de l'Opposition qui les gênaient pour continuer la funeste politique de zig-zag, cause des faiblesses actuelles de tout le mouvement communiste international. Pour cette raison, tandis que les camarades de l'Opposition sont éliminés des postes de travail et même exclus du Parti, ces postes sont confiés à des éléments qui ont refusé, et se refusent encore à faire tout travail en Italie : maximalistes et opportunistes notoires.

L'Opposition proteste énergiquement contre l'exclusion du Parti des camarades Santini, Feroci et Blasco. L'opposition dénonce à tout le Parti ce scandale ; tandis que sont chassés des camarades qui ont été au premier rang lors de la fondation du Parti communiste, et ont toujours été à leur poste dans les luttes que le Parti a menées, sont appelés à la direction des éléments opportunistes qui ont, pendant plusieurs années, lutté contre notre parti et qui aujourd'hui encore luttent contre lui en cherchant à évincer de son sein les prolétaires révolutionnaires. La lutte

contre ces éléments opportunistes et corrompus se trouvant au sommet du Parti, grâce à la situation illégale de notre Parti et grâce à la bureaucratisation des organismes dirigeants de l'I.C., ne peut en aucun cas être confondue et interprétée comme une lutte contre le Parti. En luttant contre la politique fautive et équivoque, contre les mensonges et les erreurs de la bureaucratie qui s'est emparée de la direction de notre Parti, l'Opposition lutte pour le Parti, instrument indispensable de la politique révolutionnaire de la classe ouvrière.

La preuve est faite désormais dans tous les partis de l'Internationale que ce n'est ni par des combines, ni par de longues résolutions confectionnées par un groupe de fonctionnaires irresponsables, qu'on peut empêcher les prolétaires de voir la réalité. Et la réalité est que depuis 1923, — pendant sept années d'erreurs et de zig-zags de l'I.C. — nous avons assisté à toute une série de défaites douloureuses du mouvement révolutionnaire (révolution en Allemagne, grève générale anglaise, révolution chinoise, etc.), et à une succession de crises dans tous les partis qui ont eu partout comme conséquence d'affaiblir les organisations révolutionnaires du prolétariat et d'amoinrir la confiance des masses dans leur capacité de direction.

Le Comité de l'Opposition communiste.

Déclaration de Feroci et Santini

Les camarades Feroci et Santini nous communiquent la déclaration suivante qu'ils viennent d'envoyer à la direction du Parti :

Devant l'obligation où vous prétendez nous mettre de signer la déclaration préparée par vous, nous devons déclarer :

1) Que c'est la première fois, dans l'histoire de notre Parti, et, nous pensons, dans l'histoire des partis communistes, que le Centre veut obliger des camarades à signer une déclaration collective. En répondant collectivement à votre mise en demeure, nous repoussons donc dès ce moment toute tentative de présenter notre réponse comme un acte fractionnel quelconque ;

2) L'alternative devant laquelle vous voulez nous mettre ne peut être considérée que comme la persistance d'un système bureaucratique de direction qui sévit à la direction de notre Parti, système qui n'a rien à voir avec les méthodes bolchéviques de direction des partis communistes. Ce n'est pas par de telles mises en demeure que des camarades, ayant éventuellement commis des erreurs, peuvent arriver à les reconnaître mais, au contraire, par une discussion politique.

Or, le Comité central de mars avait décidé d'ouvrir la discussion au sein du Parti sur les problèmes politiques et d'organisation qui avaient divisé ce même comité en majorité et minorité, et ceci comme préparation du IVe congrès de notre Parti. Cette décision ne pouvait et ne devait avoir d'autre signification que de porter les désaccords politiques devant tout le Parti ; et le Congrès, qui est l'instance suprême du Parti, se serait prononcé sur tous ces problèmes.

Mais la majorité du C.C., au lieu de porter la discussion à la base et de se conformer aux décisions du Comité central de mars d'ouvrir la discussion pour le congrès, a jugé préférable de prendre les mesures maintenant classiques d'organisation contre la minorité du C.C. afin de la mettre dans l'impossibilité de faire connaître au Parti sa propre position. (Aujourd'hui encore la direction n'a pas communiqué aux camarades nos discours au Comité central de mars).

Nous sommes obligés de considérer la manière d'agir du Secrétariat comme un acte destiné à créer une diversion dans le but d'empêcher les membres du Parti de porter leur attention sur les problèmes qui sont devant le Parti, et pour leur cacher les « tourments » à droite et à gauche caractérisant la politique de la direction actuelle.

En conclusion : nous demandons à la direction du Parti de se conformer aux

décisions du Comité central d'ouvrir la discussion, et de permettre à tous les camarades de participer à cette discussion.

SANTINI
FEROCI

A propos d'un communiqué mensonger

Le camarade Santini a adressé la lettre suivante à la rédaction de *Battaglie Sindacali*, l'organe de la C.G.T. italienne :

J'ai vu que tu as publié dans ton numéro du 25 mai un communiqué émanant soi-disant du Comité directeur de la C.G.T. italienne, dans lequel on annonce mon exclusion du C.D. de la C.G.T. Le communiqué est suivi d'un long commentaire qu'on peut définir un chef-d'œuvre d'hypocrisie, car il contient une série de mensonges et paraît fait à dessein pour me pousser à dire des choses que j'aurais préféré taire au sujet de la manière dont on m'a éliminé du C.D. de la C.G.T. Mais devant l'impudence du rédacteur du commentaire en question, lequel prétend « me rappeler aux principes devant guider les organisations syndicales révolutionnaires », tout en sachant fort bien que je suis resté rigoureusement discipliné en ce qui concerne tout ce que le B. P. du P. C. m'a enjoint de faire, il est nécessaire de faire connaître que ce n'est pas le C.D. de la C.G.T. qui m'a exclu de son sein, mais le B.P. du Parti communiste. En tant que membre discipliné du Parti, j'ai pris acte de la communication que le B.P. du Parti m'a faite sur la décision qu'il avait adoptée à propos de mon remplacement au Secrétariat confédéral ; j'ai uniquement demandé la convocation d'une réunion régulière du C.D. de la Confédération pour procéder à mon remplacement. A cette réunion, la fraction communiste, à laquelle j'appartenais, aurait dû appuyer la nécessité de me remplacer. J'ai fait cette proposition car je ne pense pas avoir, au sujet des rapports qui doivent exister entre le P.C. et les organismes de masse, la conception bureaucratique des dirigeants actuels du P.C.I., qui ont repoussé ma proposition en jugeant plus simple de me remplacer eux-mêmes au C.D. de la C.G.T. Après cela on peut bien écrire (puisque écrire ne coûte pas beaucoup) que le C.D. de la C.G.T. a fait ce qu'on raconte dans le commentaire en question. Toutes ces manigances restent pourtant des choses bien misérables.

En ce qui concerne mon article paru dans *Battaglie Sindacali* et contre lequel on potémique dans le commentaire dont j'ai parlé, je dois constater que le manque d'arguments sérieux a induit le rédacteur du commentaire à écrire environ trois colonnes de prose en basant tout son raisonnement sur le mot subordonner qui se trouve dans mon article. Or, de tout le contenu de mon article, il résulte très clairement que ce mot ne pouvait avoir d'autre signification que celle de ajourner (rinviare), c'est-à-dire : « C'est une grave déviation que nous devons combattre énergiquement dans nos rangs, que la tendance à ajourner (rinviare) toute lutte, etc., etc. » En tout cas, après la rectification que je viens de faire, tout le château de cartes construit sur le mot « subordonner », s'écroule de lui-même.

Dans le commentaire on dit aussi que « depuis octobre dernier et aujourd'hui, pressé par les événements et dans l'approche d'une situation révolutionnaire, le camarade Santini a modifié ses idées, ou, pour mieux dire, a été contraint à démasquer sa pensée. C'est pourquoi il lutte aujourd'hui contre ce que, hier encore, il défendait ». A part le fait que celui qui a écrit de pareilles choses (Pietrini) est le moins indiqué pour donner des leçons de droiture politique à quiconque, car il a déjà donné de telles preuves de « fermeté révolutionnaire » qu'il faut renoncer à tout espoir d'attendre quoi que ce soit de lui dans les moments difficiles — j'affirme que mes idées d'octobre dernier exprimées à la Conférence confédérale, sont encore mes idées d'aujourd'hui. Et si on ouvre dans les colonnes du journal une discussion sur la situation italienne et sur les tâches de la C.G.T., j'aurai le moyen de

prouver la justesse de l'affirmation que je viens de faire.

Pour le moment, je t'envoie un article en réponse à un article du camarade Gallo paru dans *Stato Operaio*, dans lequel je réponds aussi à plusieurs choses contenues dans ton commentaire. Je te prie en conséquence de bien vouloir le publier. Salutations communistes.

SANTINI.
Le 14 juin 1930.

Une lettre de Blasco à la rédaction de "Battaglie Sindacali"

Le camarade Blasco a adressé la lettre suivante, toujours à la rédaction de *Battaglie Sindacali* :

J'ai vu paraître dans ton numéro 3 (10e année) mai 1930, édition pour l'Italie, un « communiqué », qui est attribué au Comité directeur de la Confédération, et suivant lequel ce même C.D. après avoir pris connaissance des positions politiques adoptées par le camarade Santini, a décidé de l'exclure de son sein. En même temps le C.D. aurait décidé de coopter, comme membre effectif, le camarade Nicoletti.

En ma qualité de membre du Comité directeur de la C.G.T., poste auquel j'ai été appelé par élection à la Conférence du 20 février, et dans lequel j'ai été confirmé à la Conférence nationale confédérale d'octobre 1929, je dois déclarer :

1) Bien que jusqu'au 7 juin courant (c'est-à-dire jusqu'à une date postérieure à la parution du soi-disant « communiqué ») j'aie été en contact journalier avec le secrétariat confédéral, je n'ai jamais reçu aucune communication quelconque d'une convocation ou réunion du C.D. confédéral ;

2) Sur la base d'éléments de faits, que, s'il est nécessaire, je me réserve de rendre publics, je peux affirmer que, malgré la proposition de Santini, appuyée par le sousigné, on a empêché que le Comité directeur de la Confédération fût convoqué justement pour discuter sur la position politique adoptée par le camarade Santini ;

3) Il est faux par conséquent que le C.D. de la C.G.T. ait, d'aucune manière discuté la position politique du camarade Santini et que, après cette discussion, il ait décidé d'exclure Santini de son propre sein ;

4) Il est faux que le C.D. de la Confédération ait décidé de coopter comme membre effectif le camarade Nicoletti. D'une telle cooptation on n'a jamais parlé au Comité directeur.

Quant au commentaire dont tu fais suivre le « communiqué » faussement attribué au Comité directeur confédéral, je dois déclarer qu'il n'est autre chose qu'une arlequinade où l'hypocrisie bureaucratique est plus grande encore que la fausseté même du « communiqué ».

En tout cas, comme je me réserve d'intervenir auprès des organes compétents de la C.G.T. pour que le C.D. au complet soit convoqué, afin de juger comme il sied les auteurs irresponsables du faux « communiqué » et du commentaire hypocrite, je te prie de publier, dans le prochain numéro de ton édition italienne et étrangère, la lettre présente.

Le 19 juin 1930.
BLASCO,
Membre du Comité directeur confédéral.

SOUSCRIPTION POUR LA VERITE faite parmi les travailleurs italiens inscrits au P. C. I.

Carlo, 1 fr. ; L. A., 1 ; Gino, 2 ; Una Donna (une femme), 1 ; Bl., 2 ; R., 2 ; L., 2 ; Silvio, 1 ; Antonio, 1 ; Un « centriste » indigné contre la bureaucratie chassant les révolutionnaires, 2 ; Amérigo, 1 ; Adolfo, 1 ; A bas le centrisme ! 1 ; Giorgio, 2 ; Il fenicottero, 2 ; Viva Trotsky ! 1 ; En solidarité avec les exclus, 2 ; Pour que l'Opposition de gauche triomphe, 2 ; Pour que les contre-révolutionnaires soient exclus du Parti, 1 ; Un camarade de Milan, 2 ; Un anonyme provisoire, 10 ; Pour que le P.C.I. puisse avoir une direction bolchévique, 5 ; En saluant Bordiga, 3 ; Giulio, 2 fr. — Total 50 francs.

LA VIE OUVRIÈRE

D'une semaine à l'autre

En Alsace, la grève des 10.000 mineurs de potasse vient de se terminer (21 juin) par un échec.

Nous avons noté les aveux transparents de l'Humanité sur l'impréparation de la grève. La question qui se pose est de savoir s'il n'y avait pas avantage à éviter de partir dans des conditions telles que la défaite était inévitable.

Malgré l'échec reconnu l'Humanité blâme sur le « renforcement » des organisations syndicales unitaires. Elle écrit : « Les mineurs de potasse du Haut-Rhin sortent de la bataille avec une combativité accrue... » Quelle dérision ! Ceux qui connaissent la terreur que font régner sur les mineurs étrangers de l'Est. Compagnies et Etat-patron, sauront à quoi s'en tenir sur la « combativité accrue » que prête si légèrement l'Humanité aux mineurs.

La grève, — conclut l'Humanité — aura montré à tous que seuls la C.G.T.U. et le P.C. défendent activement le prolétariat. Est-il besoin de dire que la victoire et non l'échec aurait été une preuve plus sérieuse de cette défense active ?

Impudence. — Dans la Loire, vers la mi-juin, 5.000 mineurs de houille qui, sous la direction du syndicat unitaire minoritaire, s'étaient mis en grève par solidarité pour un mineur polonais injustement frappé par le patronat, sont rentrés, au bout de quatre jours, sans succès.

Bourneton, le trop fameux « politiseur » de grèves, fait « l'auto-critique » du mouvement (Humanité, 21 juin) : « Pas de comité de lutte, pas de piquets de grèves... Ce n'est pas ainsi qu'on mène la bataille contre un capitalisme puissamment organisé... »

Un peu plus bas, dans le même numéro de l'Humanité, on nous apprend l'échec de la grève des mineurs de potasse, et on dit pour l'expliquer : « Pas de préparation active sur le lieu du travail, pas de comités de lutte à la base, mauvaise organisation des piquets de grèves... » On pourrait aussi ajouter à la manière de Bourneton : « Ce n'est pas ainsi que l'on mène la bataille contre un capitalisme aussi puissamment organisé que celui de l'Est ».

Mais, alors qu'on tire, comme conclusion de la grève des mineurs de la Loire, que la direction minoritaire est incapable, on n'aperçoit pas la même conclusion pour la grève des mineurs de potasse. Il est vrai qu'un tout petit peu de réflexion permet de comprendre. Les dirigeants de la grève des mineurs de potasse sont majoritaires.

Quelle curieuse auto-critique que celle de Bourneton !

La grève se prolonge aux usines des Forges de l'Adour, au Boucau. L'appareil répressif de la bourgeoisie est sur les dents. Perse, maire communiste du Boucau, vient d'être condamné à un an de prison et deux ans d'interdiction de séjour. Quatre autres militants ont huit mois de prison et aussi deux ans d'interdiction de séjour. Tout cela sous le prétexte habituel d'entraves à la liberté du travail.

Pendant que les juges bourgeois frappent ignominieusement les militants du Boucau, MM. les chefs réformistes de la région se démentent. Ils espèrent, à la faveur d'un échec, réduire l'influence prépondérante des communistes au Boucau. C'est Désarménien, réformiste de marque, qui conduit l'opération. Déjà, il jure ses grands dieux que les confédérés ne sont pour rien dans le déclenchement de la grève. On le croira sans peine. Mais cela est dit pour déjà accabler les unitaires. Il vient aussi de proposer une médiation au comité de grève dirigé par les unitaires qui ont refusé. Ainsi, Désarménien prépare ses plans dans l'espoir d'un échec.

Ajoutons qu'en plein mouvement, il a réussi à détacher 300 ouvriers sur les 1.700 grévistes. Cette action de sabotage est menée à quelques kilomètres du Boucau, à Bayonne, où Désarménien se sent plus protégé que dans la cité rouge en lutte.

La résolution, parue dans la V. O., de la Commission centrale des grèves de la C.G.T.U., sur le récent mouvement du bâtiment parisien, est l'illustration de la politique qui consiste à rejeter sur les militants responsables des syndicats les responsabilités de la Direction confédérale.

Les Gitton et Cie voulaient absolument une « grève politique de masse » avant le Premier Mai. Le bâtiment parisien avait été choisi comme instrument des volontés de Gitton. Mais les ouvriers, même unitaires, des chantiers, avaient décliné cet honneur et le mouvement qu'on leur avait finalement imposé, fut lamentable.

Et quelle audace ne faut-il pas aux Gitton pour faire déclarer par leur commission, d'une impartialité dont il ne faut évidemment pas douter, que

« La tactique de grève de la C.G.T.U. et le problème de l'élargissement de la lutte fut posé mécaniquement sans chercher à convaincre les masses et à recueillir leur adhésion à nos mots d'ordre, alors que les ouvriers n'étaient pas convaincus et qu'un certain nombre d'entre eux manifestaient même des opinions contraires. » Les Gitton s'empresment d'en imputer — sans pudeur — la faute aux dirigeants des terrassiers qui montraient une grande ténacité pour cette grève qu'ils subissaient eux-mêmes.

Autre perle. La résolution dit aussi que : « En aucun cas, même lorsqu'il existe une organisation syndicale groupant un nombre élevé de corporants, il ne peut être question de déclenchement d'une grève ou de son élargissement, sans l'assentiment et la compréhension des ouvriers syndiqués et non syndiqués. On ne peut supposer arracher la victoire au travers d'un mouvement se déroulant sur la stricte plate-forme d'une discipline imposée. » Parfait. Mais au « travers » de ces directives incontestablement justes, nous constatons qu'elles s'adressent surtout aux Gitton qui ne les ont pas précisément appliquées dans le mouvement qu'ils ont imposé aux syndicats unitaires du bâtiment.

Bourneton raconte aussi, dans la V. O., qu'à la commission centrale de grèves, l'accord s'est réalisé entre les militants locaux et régionaux et la Direction confédérale, sur les conclusions de « l'auto-critique » du mouvement des lunetiers de Morez.

Une conclusion, entre autres, c'est que le manque de méthode dans l'organisation des piquets de grève provoqua une atténuation de la combativité et fut un obstacle important à la clarification politique de tous les problèmes qui se posaient à l'intention des grévistes. »

Cette explication flandreuse de faits masqués par la commission mérite quelques éclaircissements.

Ce qu'on doit savoir, c'est que Bourneton arriva un jour à Morez, pendant le mouvement et se lança dans une violente diatribe contre un des dirigeants régionaux du mouvement, Langumier. Il lui reprocha brutalement de ne pas avoir donné une tournure suffisamment violente à la lutte des lunetiers, Langumier lui objecta que le but essentiel était de faire aboutir les revendications des lunetiers. Rien n'y fit. Et Langumier se fit « auto-critiquer » avec fureur par Monmousseau lui-même.

Nous ignorons si Langumier a fait sienne la singulière auto-critique de la commission des grèves ; mais ce qui est sûr, c'est que Bourneton a du toupet lorsqu'il dit que des résultats ont été acquis à Morez, le syndicat unitaire étant passé de 350 à 500 membres. N'en déplaise à Bourneton, ce résultat a été obtenu contre lui et sa « politisation » absurde des grèves.

La deuxième session du Congrès des usines de la métallurgie parisienne s'est déroulée le 22 juin. L'objectif primitivement fixé par les dirigeants unitaires des métaux était l'organisation de la grève générale de la métallurgie parisienne. Il n'en a plus guère été question à la deuxième session.

Cent usines représentées ; 200 délégués. On a déjà tout dit à propos de ces représentations par trop fantaisistes. La centaine d'ouvriers qui, sur les dizaines de milliers de chez Renault et de chez Citroën, ont répondu, il y a très peu de temps à l'appel du Syndicat des métaux, à la Bourse du Travail, donne la mesure de la puérilité des chiffres alignés.

On entraînait facilement dans la salle du

congrès. Et plus d'un simple auditeur a été automatiquement « délégué ». Un nombre imposant d'autres « délégués » étaient présents. Notamment les fonctionnaires des rayons du P.C. Ainsi, la citoyenne Marthe Potosniak, secrétaire du 2^e rayon et qui n'a avec la métallurgie qu'un rapport très lointain.

Roy, du Comité pour l'Indépendance, intervenant à nouveau, donna l'occasion aux dirigeants des métaux, de faire la diversion classique sur le « sabotage » par les minoritaires. Cette diversion leur permit de masquer un peu la faiblesse extrême de ce congrès, éternelle répétition de formules sur la « volonté de lutte des ouvriers », mille et mille fois répétées. On s'est enfin décidé à tenir compte de l'application prochaine de la loi sur les assurances sociales, et on a décidé d'organiser des manifestations dans les usines contre le versement ouvrier au moment de son application et en réclamant en même temps une augmentation de salaires.

Le Conseil central de discipline des P.T.T., réuni le 19 juin, propose pour la révocation, Mathé, secrétaire du Syndicat National confédéré des Agents, Belin, militant de Lyon et en outre décide de réclamer la mise en disponibilité de Presles, commis à Lyon.

Devant ces sanctions prises pour frapper ceux jugés par l'Administration comme coupables du récent mouvement des postiers, dont la vigueur, la soudaineté et le succès frappèrent de stupeur la bourgeoisie, la C.G.T. reste passive. La C.E. de la C.G.T. avait dit qu'elle ne permettrait pas qu'on maintienne les mesures répressives. On peut voir ce que valent ces affirmations, c'est-à-dire : rien.

Un nouveau mensonge de l'« Huma »

Aulas, secrétaire de la Fédération de l'Enseignement, ayant envoyé à l'Humanité une rectification, qui selon la règle de la maison, ne sera sans doute pas insérée, nous demandons l'hospitalité des colonnes de la Vérité pour la publier. Voici sa mise au point, envoyée également à la V. O. qui avait donné la même information fantaisiste.

Mise au point

Sous le titre « Aulas se refuse à défendre la plate-forme de l'enseignement devant les ouvriers », l'Humanité du 23 juin rend compte d'une « assemblée de syndicats » organisée par l'U.L. de Chalon-sur-Saône le 13 juin et écrit que « spécialement convoqué à cette réunion en vue d'y défendre sa position », Aulas « fit défaut », « jugeant plus prudent de n'y point venir. »

L'Humanité a été mal informée.

J'ai bien reçu une convocation de l'U.L. pour cette réunion, mais libellée comme celles que je reçois régulièrement pour toutes les réunions de l'U.L., y étant le délégué du syndicat de l'Enseignement de Saône-et-Loire. Cette convocation ne portait à l'ordre du jour que « 5^e Congrès de P.S.R. Désignation du délégué allant à Moscou », mais il n'y était point question de la position de l'Enseignement. Je n'ai pu assister en effet à cette réunion à cause du travail fédéral.

Mais l'information est d'autant plus tendancieuse que le 22 mai ne pouvant également assister à une réunion de l'U.L. qui avait à son ordre du jour cette fois « Cas et position d'Aulas » j'en demandai le renvoi au 2 juin et étais présent ce jour-là n'ayant jamais fait défaut lorsqu'on m'a prévenu que je serais « mis en accusation ». Je constate qu'on n'a point présenté d'ordre du jour à cette réunion.

En terminant je me permets de souligner que j'attends toujours la grande réunion publique qu'on m'avait annoncée en décembre pour expliquer mon exclusion du P.C. et me « confondre » devant les ouvriers.

Et je m'étonne que dans l'ordre du jour inséré dans l'Humanité on n'indique pas le nombre de militants qui ont condamné notre plate-forme. La précision ne serait pas inutile.

J. AULAS.

La bureaucratie à la remorque des événements

Aucune action sérieuse n'est préparée contre les versements ouvriers des assurances sociales.

L'appareil du P.C. et de la C.G.T.U. persiste dans sa carence.

Ses préparatifs de lutte consistent dans des articles tels que celui de U. Raynaud dans la V.O. du 20 juin où l'on parle de tout pour ne rien dire.

Dans l'Humanité du 23 juin nous trouvons un article sur l'organisation de la lutte contre le prélèvement sur les salaires pour les assurances sociales. Mieux vaut tard que jamais, diront certains camarades ! Mais, regardons la chose de plus près. L'article a surtout l'aspect des directions pour l'intérieur du parti.

Renouvelons notre question : Pourquoi n'y a-t-il pas une campagne sérieuse suivie et coordonnée contre le versement ouvrier ?

La question des assurances sociales occupe toute la classe ouvrière. Un vrai parti communiste ferait de la lutte contre le versement ouvrier le point de départ pour une lutte efficace contre la bourgeoisie. La bureaucratie incapable entend à l'encontre des membres du rang, l'entend tout autrement. Pour elle, la lutte contre le versement ouvrier est d'importance secondaire en face des objectifs bureaucratiques (1^{er} août et congrès de l'I.S.R.).

Marquons encore que l'appareil n'a pas de mots d'ordre. Ce qu'on appelle ainsi sont des idées qui traversent le cerveau d'un bureaucrate et qui sont mises sur papier.

Exemple : Le 6 juin, la V.O. affirme tout bonnement : Les ouvriers doivent faire grève contre le versement ouvrier.

Préparation, agitation, examen ?

Aucun. « L'ordre de grève » est ainsi formulé fermement pour toute la France. Mais le 23 juin l'Humanité nous apprend dans l'article précité que « le 5 juillet » peut donc être choisi comme date d'unité-générale du mouvement ». Ensuite les directions régionales sont accusées de ne « tenir aucun compte de la politique régionale ». Les bureaucrates réfléchissent-ils sur ce qu'ils écrivent ? On bien le mot « grève » joue-t-il pour eux le même rôle que pour les curés le mot « Amen » ?

La bureaucratie attend tout des mouvements qui se produiront après la retenue sur la paye. Citons l'Humanité : « Les luttes partielles qui se dérouleront pendant le mois de juillet sous la forme du refus collectif du versement ouvrier et d'augmentation des salaires (préparation ?)... doivent nous permettre de faire un pas en avant dans le mouvement gréviste. Peut-on mieux avouer que les bureaucrates sont à la remorque des événements ? »

Ils sont complètement détachés des membres du parti sans parler de la classe ouvrière.

Le parti aurait pu sortir de son isolement par une agitation sérieuse contre le versement ouvrier, comme mot d'ordre central.

Au lieu de cela, les bureaucrates qui n'ont rien préparé sont à l'affût des grèves « qui se produiront au mois de juillet. »

Les ouvriers communistes doivent faire le maximum pour que la direction du parti entreprenne en dernière heure une agitation sérieuse contre le versement ouvrier et que la direction examine avec eux les mots d'ordre d'action.

Nous craignons fort que cette fois-ci encore la voix de la base prolétarienne sera trop faible et que le parti communiste restera par la faute des Sémard, Gitton, et autres Monmousseau, dans son isolement.

Vraiment n'est-il pas temps de comprendre ?

Et cependant l'Opposition a déjà appelé depuis plusieurs mois l'attention des ouvriers et du Parti sur la nécessité d'une large campagne contre le versement ouvrier. Si elle a un reproche à se faire, c'est de ne pas avoir assez insisté, et entamé le déclenchement d'une campagne à longue haleine qui eût permis de réunir en fait de larges masses exploitées, derrière le drapeau du communisme.

R. DELCOUR.

Le 16^e Congrès du Parti communiste russe

Il est nécessaire que tous les membres du parti étudient avec sang-froid et avec la plus grande honnêteté la nature des divergences d'idées et le développement de la lutte du Parti.

Il est nécessaire d'exiger, au cours de l'étude de l'une et de l'autre, des documents précis.

LÉNINE, (Vol. 18. I. 28-29.)

Après toutes les conférences locales s'est ouvert enfin, le 25 juin, le Congrès du parti bolchévique de l'U.R.S.S. La *Pravda* publia une feuille de discussion qui devrait servir à résoudre les divergences politiques par les méthodes idéologiques. S'il en était vraiment ainsi, nous devrions la valuer. Malheureusement, jusqu'à présent, nous avons eu une douzaine de numéros pleins de louanges à l'égard du Comité Central. Le seul critique qui ait été admis était un droitier, Mamayev, qui ne devait dépasser une colonne et demie de la feuille. Depuis lors, la *Pravda* est pleine d'articles calomnieux en vers et en prose (tout un pamphlet en vers du poète Besemen-ski), « Pauvre » Mamayev. Toi qui, hier encore, étais un vrai léniniste, te voilà aujourd'hui le « représentant des koulaks au sein du parti ». Il ne te reste plus qu'à te repentir immédiatement, à reconnaître l'intangibilité du C.C. et l'infaillibilité du « plus conséquent des élèves de Lénine »... et à recevoir pour récompense, la radiation de la vie politique active, ou alors... l'exclusion automatique du parti, bannissement, etc.

Les droitiers se multiplient de plus en plus. Ils apparaissent, çà et là, dans beaucoup de cellules, aux conférences, ouvertement ou mi-ouvertement. Une direction marxiste-léniniste sérieuse, possédant une ligne politique claire et ferme, donnerait aux droitiers la possibilité d'exprimer distinctement leur volonté. En même temps, elle organiserait contre les droitiers une lutte idéologique... toujours la même méthode : pas de délibération, pas de discussion politique, mais des exclusions mécaniques. Ainsi il n'est pas étonnant que beaucoup d'ouvriers honnêtes suivent les droitiers. Car ces ouvriers ne saisissent pas bien ce que les droitiers veulent.

Nous, l'Opposition de gauche, avons toujours souligné que nous sommes prêts à soutenir de toutes nos forces le parti et sa direction, s'ils veulent rompre avec l'idéologie des droitiers. S'ils sont pour une lutte sans défaillance contre le koulak, pour le rythme accéléré de l'industrialisation et de la collectivisation, qui corresponde aux ressources en matériel technique du pays, pour une lutte contre la bureaucratie, pour une large démocratie au sein du parti et pour un contrôle véritablement prolétarien.

Nous n'oublions pas un seul instant les centaines de nouvelles usines qui sont construites partout. Cet été, une nouvelle usine de tracteurs doit commencer à fonctionner à Stalingrad avec une production annuelle de 50.000; de même qu'une très grande usine de machines agricoles à Rostoff. En 1929, l'U.R.S.S. possédait 40.000 tracteurs. En automne 1930, elle en posséderait 90.000 et l'année suivante 200.000. Nous n'oublions pas un seul instant les terres ensemencées dont la superficie augmente dans plusieurs gouvernements, les lignes de chemins de fer qu'on construit partout (par exemple le «Turksib», dont la construction est terminée et qui facilite l'exploitation des richesses immenses de la Sibérie et du Turkestan). Ni non plus l'électrification du pays (Dnieprostroï), qui est la base de l'industrie moderne et constitue l'une des conquêtes du prolétariat et du parti, en triomphant d'un pays arriéré.

Les mensonges de Iaroslavsky

La lutte héroïque du prolétariat de l'U.R.S.S., sous la direction de son parti, reste jusqu'à ce jour un exemple éclatant dans l'histoire de toutes les luttes libératrices des classes opprimées. Soulignons-le : nous savons très bien que les plus grandes difficultés de la construction d'une économie socialiste, surgissent de l'isolement dans lequel se trouve l'U.R.S.S., entourée d'un monde ennemi, et c'est pour cette cause même que les divergences politiques entre les différents groupes du parti, ont un caractère si aigu.

Nous répétons qu'à cause de ces difficultés et pour l'éclaircissement de tous les problèmes complexes de l'U.R.S.S. le parti a besoin d'une discussion très large et libre où chacun puisse exprimer son opinion.

La lutte contre l'idéologie dangereuse des droitiers ne peut être menée que par une liaison étroite avec notre opposition de gauche. C'est pour cette raison qu'il faut rappeler à la vie politique active du parti les milliers de révolutionnaires bolchéviques bannis.

Mais comment peut-on prendre au sérieux cette lutte, si Iaroslavsky cite des fragments incohérents d'une lettre anonyme, d'un « oppositionnel » — car il est spécialiste du genre — à la conférence de Moscou. On lit, et on s'étonne de ces mensonges inouïs : « au cas d'insurrections paysannes, soyons prêts, nous l'opposition de gauche, à marcher à la tête de la classe paysanne, contre la direction actuelle du parti. »

Et le même Iaroslavsky continue : « Les trotskystes sont donc prêts à marcher à la tête d'une autre classe contre le parti prolétarien, contre le prolétariat. N'est-ce donc pas une fasciation des trotskystes ? » (Discours de Iaroslavsky à la Conférence de Moscou, *Pravda*, 9 juin 1930).

Peut-on donc employer des méthodes plus basses contre les partisans de son propre parti ? Nous demandons : Pourquoi Iaroslavsky ne donne-t-il pas le nom de cet « oppositionnel » de « gauche » ? Pourquoi ? Cela sent une deuxième édition de l'affaire de l'officier de Wrangel de 1927...

Les avertissements de Trotsky

Ensuite le même Iaroslavsky s'occupe des articles du camarade Trotsky. Comme on le sait, c'est le camarade Trotsky qui a averti le parti, dans le *Bulletin russe de l'Opposition de gauche*, du danger créé par les méthodes aventurrières de collectivisation. Nous demandons : Le parti n'a-t-il pas paru bien trop en retard. N'est-il pas important d'attirer l'attention du parti sur la diminution catastrophique du bétail — c'est l'une des questions les plus brûlantes en U.R.S.S. — qui résulte des « records » et des méthodes de contrainte dans la collectivisation des fermes individuelles ? N'est-il pas important de souligner que dans le seul gouvernement de Moscou, qui se trouve sous le nez du bureau politique, le pourcentage des paysans collectivisés a atteint 70 % — et cela en quelques mois — ce qui a été fêté par la *Pravda* comme une éclatante victoire. Aujourd'hui, la même *Pravda* et, avec elle la conférence de Moscou, constate que le pourcentage des paysans collectivisés — après la suppression des méthodes de contrainte — n'atteint que 7,5 %. Ainsi : de 70 % à 7,5 % ! De tels flux et reflux catastrophiques, qu'il en résulte de pertes matérielles ! Comme la confiance des paysans s'affaiblit ainsi pour les nouveaux kolkhoz ! C'est cela, et ce n'est que de cela que le camarade Trotsky a averti le parti : le paysan doit entrer volontairement dans le kolkhoz. Iaroslavsky fait sciemment tout cela. Mais écoutons la suite : « Trotsky est contre le mot d'ordre : le plan quinquennal en quatre ans. » Très honoré camarade Iaroslavsky, si vous êtes si éloquent, poursuivez et ne taisez rien. Pourquoi ne racontez-vous pas aux ouvriers que le camarade Trotsky attire l'attention du parti sur la nécessité de calculer les dépenses économiques en tenant compte des ressources financières du pays, car les bonds-records irréfléchis qui ne correspondent pas aux ressources matérielles du pays ne sont pas moins dangereux pour ce pays que les anciens plans « à l'allure de la tortue ».

La question de la qualité joue un rôle qui n'est pas moins important que celui de la quantité dans l'économie de l'U.R.S.S. Plus on veut atteindre des quantités croissantes aux dépens de la qualité, plus on met en danger l'économie actuelle et son avenir. Si on n'arrive pas à améliorer la qualité, le « plan quinquennal » en trois années, ne nous avancera pas.

Plus loin, Iaroslavsky cite le camarade Trotsky : « Sur le terrain du commerce il faut profiter de l'accroissement menaçant du chômage, surtout en Allemagne et en Angleterre, pour obtenir des crédits pour des commandes de machines agricoles et d'autres machines et les payer dans

l'avenir avec les produits de la nouvelle agriculture »...

Où est le péché ? Où se trouve ici la déviation contre-révolutionnaire ? Iaroslavsky n'en souffle mot. Et voilà ce qu'il cite encore : « Sur le terrain de la politique du Komintern, Trotsky propose « de cesser les aventures tumultueuses des journées rouges ». « Mettre à l'ordre du jour des mots d'ordre de lutte quotidienne contre le chômage, élaborer une variante d'un « plan quinquennal » sur la base d'une large collaboration économique avec l'Allemagne et l'Angleterre, où le chômage fait les plus grands ravages et où les réformistes sont au pouvoir... »

Même pas ici ! Si les ouvriers russes pouvaient seulement imaginer l'aspect des « journées rouges » — 6 mars, 1er août en Europe Occidentale, et notamment le Premier Mai à Paris — alors les Iaroslavsky auraient terminé leur carrière politique depuis longtemps.

Le mot d'ordre « Crédits pour l'U.R.S.S. » comme mot d'ordre quotidien à l'ordre du jour, aurait une répercussion dans la France sursaturée de capitaux ! En Angleterre, où le chômage des masses est déjà devenu une maladie chronique, il serait facile d'obtenir des crédits de marchandises, si l'on montrait aux grandes masses qui suivent encore les réformistes, qu'elles y ont un intérêt brûlant, car elles trouveraient ainsi de nouveau du travail.

Ne serait-ce pas mieux pour le renforcement de l'Internationale et de l'U.R.S.S., que les journées que l'on marque au crayon rouge dans l'almanach ? En vérité, pour répondre à tout cela à la Conférence de Moscou, Iaroslavsky ne trouve qu'une réponse : « Les bras de Trotsky sont trop courts pour réaliser cette politique. »

Comme on doit être pauvre d'esprit, si c'est avec de tels propos qu'on se présente aux conférences du parti bolchévique. Et en fin de compte, Trotsky est contre la théorie du socialisme dans un seul pays. « Qui, cher camarade Iaroslavsky, nous tous, avec le camarade Trotsky, étions et sommes pour un renforcement continu des positions de la dictature prolétarienne en U.R.S.S. pour une puissante industrie lourde, pour une économie agricole collectivisée, pour une amélioration accélérée de la situation de la classe laborieuse. Mais nous pensons aujourd'hui plus que jamais que toutes les difficultés ne pourront être vaincues qu'avec l'aide du prolétariat de l'Europe occidentale. La question du socialisme était, est et reste la question de la révolution prolétarienne internationale. Ceux qui affirment le contraire trompent le prolétariat et compromettent le socialisme aux yeux de la classe laborieuse.

Quelques chiffres sur le

« trotskysme liquidé et enterré »

Et voilà Iaroslavsky qui parle de son travail « quotidien ». Il dit : « Dans toute la période de la lutte contre les trotskystes il y eut 6.485 membres du parti qui furent rendus responsables et frappés. » C'est s'exprimer très légèrement ! L'exclusion du parti de ceux qui souffrirent déjà pendant des décades sous le régime tsariste, les débauchages, les bannissements, les emprisonnements, les bastonnades dans les isolateurs et dans les prisons; la déportation dans une région effroyable de Rakovski malade, âgé de près de 60 ans, Rakovski qui a connu presque toutes les prisons de la bourgeoisie européenne, dont la vie a été préservée par la victoire de la classe ouvrière de l'U.R.S.S. du sort subi par Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, de Sosnowski, l'un des meilleurs journalistes révolutionnaires de la *Pravda* et de la presse soviétique, enfin le bannissement de Léon Trotsky, — le vainqueur de la guerre civile, l'organisateur de l'armée rouge — expulsé de l'U.R.S.S., tout cela s'appelle dans le langage de Iaroslavsky : « rendre responsable et frapper ».

Iaroslavsky peut toujours bavarder sur ce que « les meilleurs éléments trotskystes sont revenus au parti ». Mais il ne dit mot des nouvelles centaines d'ouvriers bannis et emprisonnés, de la nouvelle opposition de gauche de Leningrad, du nombre important des cellules de Moscou, Charkow qui se sont prononcées pour l'opposition, des « déviations » nouvelles des oppositionnels revenus au parti. Les voix

des ouvriers deviennent de plus en plus nombreuses pour dire que « le C. C. a commis des fautes », que « le C.C. est le plus responsable », que « la base n'a réalisé que les mots d'ordre du C. C. », etc., etc.

Dans la *Pravda*, ils sont tous qualifiés de « droitiers », « opportunistes ». La *Pravda* oublie que ces ouvriers honnêtes ne peuvent être convaincus que par des méthodes de discussions libres et amples. Mais dans une atmosphère de pogrome ou avec des « il faut leur frapper sur les doigts » (expression favorite du secrétaire général du parti de l'Ukraine, Kossior) comment veut-on qu'il en soit ainsi ? Le C. C. doit reconnaître ses graves fautes. Combien de fois Lénine lui-même a-t-il dit : « Nous avons commis des erreurs, beaucoup d'erreurs... des erreurs graves... » Mais Staline est toujours inflexible.

Le repentir des capitulards

Encore un mot sur les capitulards : ils jouent un rôle lamentable. Aucun d'eux n'a été délégué à une conférence, on ne les charge que d'écrire les déclarations de repentir. Voilà Kamenev : « Le Parti a été juste avec nous. » (Là Kamenev confond la notion de parti avec celle de l'appareil !) Zinoviev croit de nouveau « à la théorie du socialisme dans un seul pays ». Ces gens, malgré qu'ils ont juré fidélité à l'appareil de Staline, ne seront plus pris au sérieux par personne. Personne ne les croit plus...

A droite aussi, capitulation. Tomski, rapporteur à la conférence du parti de Transcaucasie, se flétrit lui-même pendant quelques heures. Mais, surprise : les ouvriers lui demandent, pendant la discussion, pourquoi il n'a pas décrit la situation du capitalisme assez clairement. Et Tomski répond : « En ce qui concerne la situation actuelle du capitalisme, je n'ai pas prononcé les deux mots « troisième période », mais j'en ai exprimé le sens... » Et plus loin : « Si quelque chose n'était pas précis dans ma conférence, ce serait que je ne suis pas depuis longtemps conférencier et que je suis déshabitué de la parole... » (*Pravda*, 12 juin.)

Qui n'éclatera de rire ? Tout commentaire serait vain.

Nous ne suivons pas ce chemin. L'opposition de gauche a soutenu, soutient et soutiendra le parti et l'U.R.S.S. Nous combattons pour notre réintégration dans le parti et nous voulons dans son sein convaincre la classe laborieuse de la justesse des idées du communisme, de la nécessité indispensable d'une révolution mondiale, pour en finir avec la misère dans laquelle se trouvent les ouvriers du monde entier.

Malgré tous les défauts de la direction du parti, le parti demeure un parti révolutionnaire. Malgré toutes les calomnies dirigées contre nous, nous soulignons encore une fois de plus que l'U.R.S.S. est la patrie de tous les ouvriers du monde entier. Nous défendrons cette patrie avec l'aide du parti. Et au moment du danger, nous nous trouverons au premier rang des défenseurs.

C'est ce que nous disons au 16e Congrès du parti en U.R.S.S. et à tous les travailleurs.

A. SENINE.

La Vérité

Hebdomadaire

Organe de la Ligue Communiste (Opposition)

45, Boulevard de la Villette, Paris X^e

Abonnement : 6 mois 13 fr.

1 an 25 fr.

Chèque postal : P. Frank 136.855

Paris

Directeur politique : A. Rosmer

Administrateur : P. Frank

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC

10, Cité Nys, PARIS-XI^e

Tél. : Ménilmontant 73-26